



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

MERCREDI 6 NOVEMBRE 2024 - N° 1287 - 54^e ANNÉE - 5,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

Pour la hache !

Chercheur en sciences politiques, Luc Rouban souligne que 35 % des membres du gouvernement sont issus de grandes écoles de commerce (HEC, Essec, ESCP), à commencer par le Premier ministre.

Ce pourcentage met en évidence une tendance de fond quant au renouvellement du personnel oligarchique. Principalement formée à Sciences Po et à l'ENA au siècle dernier, la classe dirigeante reçoit un enseignement focalisé sur le secteur privé et inspiré par l'idéologie néolibérale. Le souci de l'intérêt général s'efface devant les prétendues lois du marché, les impératifs de souveraineté sont sacrifiés à la globalisation financière, les diktats de Bruxelles et Francfort sont tenus pour des évidences.

Cette idéologie est d'autant moins contestée qu'elle correspond étroitement aux modes de vie et aux intérêts de la nouvelle caste. Moyennant un gros investissement financier, ses enfants partent faire des études dans les universités canadiennes ou américaines avant d'intégrer une école de commerce française. C'est par l'argent que les jeunes héritiers de l'élite du pouvoir, des affaires et des médias se préparent aux fonctions les plus hautes et aux activités les plus rentables.

La sécession des élites est désormais un fait patent. Leur mode de « *gouvernance* » et leur corruption coûtent infiniment plus à la nation que l'absentéisme dans les fonctions publiques. Il faut rétablir la défunte commission « de la Hache » en respectant la nature, qui veut que les haches s'abattent de haut en bas. 



WIKIPEDIA. PHOTO : PARLEMENT EUROPEEN

Le budget 2025 est l'héritage accablant de quarante ans de néolibéralisme. Comme ses prédécesseurs, Michel Barnier cherche à compenser les effets désastreux de l'austérité par de nouveaux remèdes austéritaires. Comme toujours, ils auront pour seul effet de casser le peu de croissance qui nous reste.

Qu'ils soient ou non justifiés, les amendements déposés par les groupes d'opposition ne

sont, pas plus que la loi de finances, à la hauteur des enjeux de notre siècle confronté aux guerres, aux effets ravageurs du changement climatique, aux inégalités sociales, au narcotrafic...

Les choses resteront en l'état, alors qu'il faudrait s'organiser contre les crises à venir tout en réparant les dégâts antérieurs. Dirigeants à l'ouest. Débats hors-sol. **L'article de B. La Richardais en pages 2 et 3.**

Écolos à la dérive

L'environnement est au sommet des préoccupations. Les partis écologistes sont en chute libre.

Inondations, canicules, incendies : la succession d'événements catastrophiques place l'environnement au cœur des angoisses individuelles et collectives. Pourtant, partout en Europe, les partis écologistes voient leur électorat fondre comme neige au soleil.

Alors que l'environnement devrait être la grande cause natio-

nale transpartisane, les partis écologistes ont voulu se l'approprier. En ciblant l'industrie nucléaire, ils se sont trompés. En défendant les causes sociétales, ils ont semé la confusion. Et ils sont incapables d'adopter des positions claires, sur la croissance comme sur les mégabassines. **L'article de François Gerlotto en page 12.**

Dans ce numéro :

Page 3 : La vente d'Opella.

Page 5 : Nos trains de nuit.

Page 7 : Le drame de la corne de l'Afrique.

Page 15 : Anatole France : *Les dieux ont soif*.

Page 16 : Les romans actuels sur les jeunes adultes.

Page 18 : Résistance royaliste : J. de la Porte des Vaux.

Page 20 : Éditorial : Ce qui résiste.



SOURCE : WIKIPÉDIA, PHOTO : G. GARITAN.

Charles de Courson, rapporteur général du budget. Pour lui, les coupes prévues au budget ne sont pas raisonnables et conduiront à une récession.

Budget

Voyage au pays des Shadoks

par B. La Richardais.

Nouveau Père la Rigueur, Michel Barnier s'efforce de piloter l'esquif gouvernemental durement chahuté par divers groupes parlementaires. Fabriquée en 1979, reformatée en 1983, sa boussole lui indique le chemin de l'échec, soigneusement balisé par Bruxelles et par les marchés financiers.

Une fois de plus, le char de l'État navigue sur un volcan. La célèbre métaphore pouvait inspirer au XIX^e siècle un tableau allégorique assez simple. Les progrès de la navigation et la complexification de la vie politique nous incitent à proclamer aujourd'hui que le char de l'État – ce qu'il en reste – navigue sur trois volcans. Cela grâce au « *en même temps* » macronien. Il y a le volcan parlementaire, avec ses tempêtes (mais oui...). Il y a le volcan bruxellois, prêt à cracher ses flammes procédurières pour cause de déficit excessif. Il y a le massif volcanique formé par les agences de notation, les marchés financiers, la BCE et le FMI qui vomissent de leurs entrailles le décapant message transcrit en lettres de feu par Nicolas Baverez dans les colonnes du *Figaro*: « *la transformation ou la mise en tutelle*. » On sait ce que signifie la tutelle: le pays passé à la paille de fer sur le modèle grec.

Nous devrions nous incliner devant la pragmatique raison financière et appliquer sans attendre les recettes austéritaires. Il faut au contraire y voir un acharnement compulsif inspiré par la logique des Shadoks, illustrée par l'aphorisme ainsi formulé: *En essayant continuellement, on finit par réussir... Donc plus ça rate, plus on a de chances que ça marche*. Le néolibéralisme a d'ailleurs raffiné le processus: *En utilisant des théories démenties par l'expérience (libre-échange, déréglementation), fabriquons les maux que nous déplorons (déficit, endettement) et traitons-les par les méthodes qui ont déjà échoué... en espérant que ça finira par réussir*.

De fait, le budget actuel, qui est un héritage de quarante ans de néolibéralisme, est logiquement déficitaire pour trois raisons déjà exposées (cf. l'éditorial du numéro 1284) et qu'on peut résumer ainsi:

- soutien massif de l'État aux agents privés trop mal rémunérés, afin de désamorcer les conflits;

- soutien massif de l'État aux entreprises privées pour compenser les effets négatifs du libre-échange et de l'euro;

- soutien aux plus riches par solidarité de classe et par peur de l'effondrement total du système financier, effectivement fragile. Mieux vaut une série d'injustices qui créent des désordres réparables par quelques compensations financières (assorties de coups de matraque pour les récalcitrants) que la catastrophe mondiale surgissant du système que nous avons créé: telle est la pensée profonde de l'oligarchie.

Pour comprendre la situation budgétaire présente, il suffit d'appliquer la logique du professeur Shadoko. Nous savons que le premier plan d'austérité de la période néolibérale – le plan Barre de 1979 – a été un échec: augmentation du chômage, forte augmentation du déficit de l'État. Nous nous souvenons aussi que le tournant de la rigueur de 1983 a provoqué une forte montée des inégalités sans que l'objectif de compétitivité soit atteint (1). L'obsession austéritaire des quarante années qui suivirent illustre cet autre aphorisme cher aux Shadoks: *Plus ils oubliaient, plus ça signifiait que leur culture était raffinée*.

C'est donc sans surprise que nous avons été avertis des effets du nouveau tournant de la rigueur à l'orée de la discussion budgétaire. Rapporteur général

du budget, Charles de Courson a prévenu que « le plan Barnier risque d'avoir un effet dépressif fort sur l'économie », avec une baisse d'un demi-point de croissance. Comme la croissance prévue pour 2025 n'est que de 1,1 %, elle serait donc réduite de moitié. L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) fait la même analyse et publie la même conclusion. Mais le Premier ministre est resté de marbre en vertu d'un troisième aphorisme martelé par les Shadoks : *Il vaut mieux pomper et qu'il ne se passe rien plutôt que de ne pas pomper et risquer qu'il se passe quelque chose de pire.* « Pomper » signifie en l'occurrence qu'il faut regonfler sans cesse le canot pneumatique naguère appelé « char de l'État » pour qu'il ne fasse pas capoter le gouvernement. Le problème, c'est que l'homme qui manie la pompe à phynances est dans un équilibre instable en raison des manœuvres partisans et des pressions dont la presse financière se fait l'écho.

D'où un débat technique, arrosé d'une pluie d'amendements qui précèdent d'autres discussions tout aussi ardues au Sénat. Pour ne pas s'y perdre, une méthode très simple :

Plaçons d'un côté de la balance les dépenses à engager dans les prochaines années pour garantir l'existence de la France et pour offrir des conditions d'existence décentes à ses citoyens de métropole et d'outre-mer dans les domaines essentiels de la Défense nationale, de la Protection sociale, des aménagements à entreprendre face au réchauffement climatique, de l'Éducation, de la construction, de l'équipement...

Plaçons de l'autre côté de la balance les discussions sur les jours de carence, la taxe sur l'électricité, le deuxième « jour de solidarité », menées dans le cadre d'un plan d'économies qui va nous conduire au bord de la récession.

Rapide ou détaillée, la comparaison sera identique : le budget n'est ni de droite ni de gauche, il est hors-sol. ■

(1). Voir l'article de Frédéric Farah sur le site de *Marianne* (29 octobre).

Industrie

Souveraineté sanitaire (suite)

Dans le précédent numéro de *Royaliste*, nous appelions le gouvernement à opposer son veto au projet de rachat d'Opella. Et comme les gouvernements précédents sur des affaires similaires, celui-ci nous sert un trompe-l'œil.

Le 22 octobre, le ministre de l'Économie Antoine Armand s'est félicité d'avoir obtenu un accord tripartite entre l'État, Sanofi et le fonds américain d'investissement CD&R pour la cession de 51 % d'Opella. Cet accord, selon le ministre, permettra « le plus haut niveau de garanties possible », à savoir le maintien de l'emploi, de la production, de l'approvisionnement du marché français, de la gouvernance et du développement de l'entreprise. Après que, dès le 11 octobre, le député Renaissance Charles Rodwell eut adressé à ce même ministre un courrier signé par 62 députés de différents bords, pour lui demander d'« activer toutes les procédures de contrôle sur les investissements étrangers en France », afin d'« évaluer la nécessité de bloquer ou non cette opération qui pose un enjeu très préoccupant pour notre sécurité nationale ». Initiative saluée par la CFDT, prépondérante chez Sanofi, qui, avec la CGT, a appelé à une grève reconductible à partir du 17 octobre.

Sauf qu'avec 1 à 2 % du capital détenus par la Banque publique d'investissement (BPI) – que cache cet à-peu-près ? – il va falloir des talents d'hypnotiseur à Antoine Armand pour nous convaincre que cela sera suffisant... Cet accord fait état de 100 000 euros de pénalité par licenciement dans le cadre d'un Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE). Par ailleurs, le fonds américain doit assurer la pérennité des sites de production de Lisieux et de Compiègne, sous peine d'une amende à hauteur de 40 millions d'euros. Quand on sait que CD&R a racheté But et Conforama en jurant la main sur le cœur que l'emploi serait maintenu et que cela s'est entraîné par des milliers de licenciements, il y a vraiment de quoi être plus que sceptique, d'autant



Le ministre de l'Économie, Antoine Armand. Sa prise de participation dans Opella est dérisoire

plus que l'un des conseillers de CD&R en France est un certain Gilles Schnepf, administrateur de SANOFI...

Des pseudo-garanties assorties de pénalités non dissuasives qui rappellent celles obtenues de General Electric, pour le rachat de la branche énergie d'Alstom en 2015. Depuis, près de 3 000 emplois ont été supprimés, dont 360 il y a encore un mois, alors que le groupe américain promettait d'en créer 1 000. Celui-ci a préféré payer les amendes. Bien que supérieures à celles infligées à GE, il est évident que les pénalités prévues dans l'accord ne vont pas peser lourd en regard des 5,2 milliards d'euros de chiffre d'affaires d'Opella en 2023.

Cela rejoint l'analyse du vice-président LR du conseil départemental du Calvados, Cédric Nouvelot, par ailleurs conseiller régional de Normandie et industriel dans l'aéronautique : « On a vu ce qui s'est passé avec Alcatel [racheté par Nokia en 2016]. Au début nos emplois semblaient préservés, cela a duré cinq ans, le temps de transférer les compétences, le savoir-faire et les brevets à l'étranger, et au bout de sept ans, on ferme le site d'origine. » Cinq ans : c'est exactement la durée de validité de l'accord conclut avec CD&R...

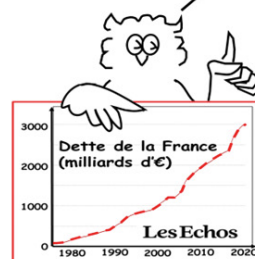
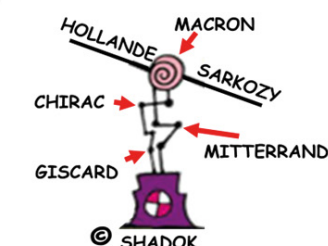
Sans même envisager une nationalisation d'Opella comme cela a été évoqué, le gouvernement de Michel Barnier avait pourtant la possibilité, grâce à la loi Montebourg, de bloquer l'opération en contraignant SANOFI à accepter l'offre du consortium d'investisseurs français PAI Partners qui s'était aligné *in extremis* sur le prix proposé par CD&R, soit 15 milliards d'euros. Le choix minimaliste de l'intervention publique décidée témoigne que tout avait été verrouillé très en amont par SANOFI, avec l'accord plus que probable des différents ministres concernés et notamment le premier d'entre eux.

Sur le mur de Jean Chouan

C'EST VRAI QU'AVEC L'ENA, SCIENCE-PO, POLYTECHNIQUE, HEC, ETC., ON A TOUJOURS EU LES MEILLEURS ÉCONOMISTES DU MONDE...

...EN PLUS, TOUS NOS PRÉSIDENTS ONT SUIVI LE MÊME CAP, CE QUI A PERMIS UNE ÉVOLUTION REMARQUABLE DES COMPTES DE LA NATION...

...ET DONNE UNE GRANDE CONTINUITÉ À LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE



Après les belles promesses faites pendant et après la crise Covid, quand nos dirigeants vont-ils vraiment « *prendre par les cornes* » la question de la souveraineté sanitaire de la France et cesser de faire de l'enfumage communicationnel ? ■

LOÏC DE BENTZMANN.

Parti socialiste

Rififi au PS

Le face-à-face a repris vigoureusement entre François Hollande et Olivier Faure. Le 8 octobre, sur LCP, l'ancien chef d'État a souhaité que Faure soit remplacé dans sa charge de premier secrétaire du Parti socialiste.

Derrière cette rivalité superficielle se cachent des désaccords stratégiques. Depuis 2018, Olivier Faure manœuvre habilement à la tête d'un parti aux abois pour le faire durer vaille que vaille. Deux succès tactiques sont à son actif. Aux européennes, le PS finit en troisième position et constitua la principale force de gauche avec 13,8 % des voix. À l'issue des dernières élections législatives, celui-ci fit quasiment jeu égal avec La France insoumise sur les bancs de l'Assemblée nationale. Toutefois, la fronde gronde : trois griefs sont adressés au chef. En premier lieu, il est accusé d'avoir saboté la candidature de Bernard Cazeneuve à Matignon afin de maintenir la cohésion précaire du Nouveau Front populaire. Plus fréquemment, on lui reproche de ne pas avoir su rénover le corpus idéologique du PS. Enfin, selon ses contempteurs, il a commis deux erreurs en une : une alliance contre-nature avec LFI transformant *de facto* l'appareil socialiste en satellite des insoumis. C'est pourquoi les opposants réclament un congrès au printemps 2025.

Le pôle d'opposition au faurisme se constitue autour de quelques figures de proue de la social-démocratie. Outre François Hollande, on trouve Carole Delga, présidente de la région Occitanie, tenant du fédéralisme européen et hostile à la stratégie

communautariste de LFI. S'y ajoute Raphaël Glucksmann, tête de liste PS-Place publique aux européennes. Quant à Bernard Cazeneuve, ancien Premier ministre de Hollande et rétif à l'union des gauches, il se voit en recours. Des personnages de second plan se manifestent également : des barons locaux comme Nicolas Mayer-Rosignol, maire de Rouen, ou encore Karim Bouamrane, maire de Saint-Ouen. Tous ces acteurs n'ont qu'un souhait : renverser Faure. Certains cultivent même l'ambition de s'en faire un marchepied pour l'échéance présidentielle de 2027.

Il n'en demeure pas moins que les débats houleux autour de l'alliance avec La France insoumise sont la manifestation du recul historique d'un parti de gouvernement jadis central dans la vie politique française. L'expérience du quinquennat Hollande explique en grande partie la méfiance que suscite le PS à l'échelle natio-

nale. Sur le terrain social, la désillusion fut au rendez-vous. La mise en place du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) n'eut pas les effets escomptés : beaucoup d'argent alloué aux entreprises pour peu d'emplois créés. À cela s'ajouta la loi El Khomri flexibilisant le marché du travail, en défaveur des salariés. Bref, ce fut le spectacle d'une gauche acquise aux recettes néolibérales. À l'international, l'image de la France ne sortit pas grandie. À l'instar de son prédécesseur, Hollande continua la fuite en avant dans le fédéralisme européen et resta soumis à l'Empire américain, comme en témoigna l'affaire Alstom. Enfin, sur le plan institutionnel, Hollande fut attentiste. Il peina à incarner et à habiter véritablement la fonction présidentielle et ne mit aucune réforme en place afin de restaurer l'esprit originel de la V^e République. ■

LÉON LETELLIER.

La politique au crible

■ **Téméraire.** – À l'occasion d'un entretien publié le 26 octobre dans *Le Parisien*, Michel Barnier a annoncé qu'il présenterait « *d'ici quelques semaines* » un plan d'action sur 5 ans pour « *changer la France* ». L'entourage du Premier ministre fait filtrer que l'immigration, la loi de programmation agricole, l'allocation sociale unique, la réforme de l'État et la relance de la décentralisation seraient au menu de ce plan qui « *devrait conserver les acquis des politiques menées depuis sept ans pour améliorer l'attractivité de la France* ». Un « *en même temps* » entre macronisme et barniérisme qui ne promet pas beaucoup de nouveautés. D'autant que le locataire provisoire de Matignon n'en a pas fini avec le budget et qu'il n'est pas à l'abri d'une motion de censure dans les semaines qui viennent. Notons toutefois la consigne donnée par Barnier à ses équipes de rouvrir les cahiers de doléances rédigés en 2019 à l'issue de la crise des Gilets jaunes : 20 000 registres et plus de 500 000 contributions en ligne, que la macronie a traité avec le plus grand mépris

■ **Défense.** – *Le Monde* du 29 octobre signale les menaces qui pèsent sur l'exécution de la loi de programmation militaire votée en 2023 : si apparemment les 3,3 milliards d'euros supplémentaires prévus dans la programmation pour 2025 sont bien au rendez-vous du PLF, le financement des « *opérations extérieures* » (aides à l'Ukraine, Proche-Orient, Afrique...) pourrait écorner les moyens accordés à nos forces armées. Autre inconnue que *Le Monde* ne signale pas : le sort des crédits 2024 gelés, que Bercy n'a aucune envie de débloquer.

■ **Renaissance.** – La « *bataille du siècle* » pour la présidence du parti macroniste n'aura finalement pas lieu ! Borne s'est dé-

sistée et Attal sera donc seul candidat lors du congrès de la formation, prévu les 23 et 24 novembre. Les 8 500 adhérents que compte encore Renaissance n'auront plus vraiment de raisons de se déplacer.

■ **Soviet des chasseurs.** – Fabien Roussel, qui ne manque pas d'idées depuis qu'il n'est plus député, a récemment créé une fédération des chasseurs communistes. On imagine la tête des « *camarades* » écolos et des melenchonistes. L'histoire ne dit pas si les chasseurs cocos envisagent de participer à des chasses à courre... en habits rouges naturellement !

■ **Antilles.** – La situation continue à se dégrader en Martinique et en Guadeloupe. À Fort-de-France, alors qu'un accord avait été signé, le 16 octobre, pour réduire progressivement de 20 % le prix de plusieurs milliers de produits de première nécessité, les manifestations se poursuivent à l'appel des syndicats et des collectifs contre la vie chère, et les violences persistent malgré le couvre-feu mis en place il y a deux semaines. En cause : les suspensions qui entourent les mesures annoncées par le gouvernement et le coup de rabot de 500 millions sur le budget des outre-mer en 2025. En Guadeloupe, 260 000 habitants ont été privés d'électricité le 25 octobre, à la suite d'un mouvement social chez EDF qui a provoqué la mise à l'arrêt des deux centrales thermiques de l'île. Profitant de l'obscurité, les émeutiers ont pillé des commerces et des banques à Pointe-à-Pitre dans la nuit du 25 au 26 octobre.

HUBERT DE MARANS.



Olivier Faure. Sa ligne est de plus en plus contestée.

SOURCE : ASSEMBLÉE NATIONALE.





SOURCE: WIKIPÉDIA. PHOTO: LUKAS333.

Un train de nuit tout confort en Autriche. Toute l'Europe parie sur le train de nuit... sauf la France.

Service public

Trains de nuit ou trains à éclipses

par Gaël Brustier.

Les annonces contradictoires et vœux pieux de la SNCF laissent planer le doute sur la véritable volonté de la société nationale de développer réellement et dans la durée les trains de nuit. Alors qu'elle expédie des rames de Ouigo en Espagne, elle semble sporadiquement rechigner à tisser un réseau dense de trains de nuit en France.

Le retour du train de nuit a été bien accueilli (1), surtout par les jeunes générations qui y voient deux avantages : l'un écologique et l'autre économique (en théorie). Mais il se heurte à des difficultés matérielles et à la nature vétilleuse de la hiérarchie de la SNCF.

On dénombre huit lignes nationales de trains de nuit : Paris-Albi, Paris-Aurillac, Paris-Briançon, Paris-Cerbère, Paris-Latour de Carol, Paris-Nice, Paris-Tarbes, Paris-Toulouse. Par ailleurs, de nouveau, il est possible de faire Paris-Berlin et Paris-Vienne. Mais la SNCF manque de motrices thermiques et, cette année, le Paris-Aurillac s'est trouvé compromis car celles qui étaient prévues ont subi des dégâts dus à des tempêtes, voire au gibier percuté sur la voie...

Des discours mais peu d'actes. – La SNCF, dont le métier est le ferroviaire, se disperse depuis longtemps pour que sa marque se saisisse de modes de transport et d'activités éloignés du train. Il serait temps de redécouvrir la SNCF comme Société – nationale – des chemins de fer – français. Son « cœur de métier », c'est l'aménagement du territoire national. Autre exemple, le TGV (et sa livrée orange des années 1980) a fait parler et rêver, tout autour de la planète, jusqu'à ce qu'un communicant invente les noms « Inoui » et « Ouigo ». Pourquoi ces noms ? Se délester d'une marque planétaire pour mieux répondre à

la concurrence européenne a de quoi laisser pantois, surtout pour transformer en bétailère malodorante les rames de TGV « Ouigo ».

On parle beaucoup d'écologie à la SNCF mais on a tout fait pour saborder le fret ferroviaire, étouffer les projets d'embarquement des camions sur des trains et... torpiller un monument pourtant utile de l'arsenal ferroviaire : le service Auto/Train. Rappelons que ces trains, qui quadrillaient la France, permettaient d'éviter de traverser le pays en voiture, en chargeant celle-ci sur le train et en la récupérant à l'arrivée. Pour l'automobiliste descendant du nord vers le sud, cela évitait le tunnel de Fourvière et les colonnes de poids lourds dans la vallée du Rhône. Sécurité, économie, diminution de la fatigue...

La gare ferroviaire de Bercy fut la dernière à voir partir les voitures du service Auto/Train. Aucune publicité adaptée ne vint rappeler aux générations plus jeunes l'existence de ce service que les générations plus âgées délaissèrent peu à peu au profit du tout-bagnole. La SNCF pratiqua donc, dans la logique de rentabilité qui domine désormais, l'euthanasie en douceur de l'auto-train/train auto-couchettes. Lancé à partir de 1957 et abandonné vers 2017, le service Auto/Train répondrait pourtant davantage encore aujourd'hui aux besoins d'une population qui, chez les jeunes, poursuit la quête écologique et, dans un pays qui vieillit, permettrait à

une population plus âgée de voyager plus loin avec sa voiture.

La désaffection toucha tous les trains de nuit. Les prix prohibitifs sur certaines lignes, le mode de tarification-loterie employé actuellement (qui se répand jusque dans l'économie du spectacle), des questions d'hygiène et de sécurité par manque de personnel compétent, ont nourri une mauvaise image. Pourtant, sans aucun budget publicitaire, les éléments d'un retour en grâce du train de nuit se sont installés dans les esprits. Le train, même lent, est redevenu « tendance », à mesure que l'avion s'est vu contesté sur les vols intérieurs. La solution de remplacement trouvée par la SNCF – un transport des voitures des particuliers par camions (service *Hiflow*, anciennement *Expedicar*) – n'est au contraire ni dans l'air du temps ni très efficace semble-t-il.

La SNCF aime-t-elle le train ? – Les campagnes de communication de la SNCF sont incompréhensibles. On peine à saisir de quoi il s'agit. La SNCF, que son service de communication a choisi de renommer simplement « SNCF » c'est-à-dire sans l'article « La », investit en Espagne, s'éparpille dans des métiers qui ne sont pas les siens et se dispense de l'exigence de valorisation de sa mission et d'inscription de celle-ci dans l'imaginaire collectif. Autrefois, elle faisait appel à Dali pour une splendide campagne de promotion de ses destinations, aujourd'hui elle s'en remet à des communicants franchement peu au fait de leur art.

Les Français ont un rapport affectif avec leurs trains. Corail, Mistral, Capitole, etc., sont des noms qui ont bercé des générations de voyageurs. Le train n'est pas qu'un « vecteur de mobilité ». Par sédimentation, depuis la création des chemins de fer, *a fortiori* depuis la création de la SNCF, le train a lui aussi fait la France et nourri les rêves des petits Français (le maillage des clubs de maquettisme ferroviaire en témoignait). À Roissy, vous pouvez acheter une maquette d'avion Air France à votre enfant ; si vous allez dans une gare, vous ne trouvez aucun petit train à lui acheter : symptomatique d'un rêve qu'on étouffe.

La vérité est terrible mais, de même que nous avons des médecins qui n'aiment pas la médecine, de hauts fonctionnaires qui détestent l'État, nous avons une SNCF qui se défie du train. En gare ou en voiture, il est bien difficile de lire *La Vie du Rail*, de voir une maquette de train (exception faite, miracle, des bureaux de la Présidence) ou des affiches et photographies de trains, passés, présents et à venir. Le *ferrovipathe* (insulte en vogue) est traqué et isolé. La France a un incroyable talent : celui de saborder les secteurs où elle excelle. ■

(1). <https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/train-nuit>

Allocation sociale unique

Précarisation en vue

Le projet de Michel Barnier de fusionner les aides sociales en une allocation unique vise à simplifier et réduire les coûts, mais il risque de fragiliser davantage les ménages les plus précaires.

Le jeudi 3 octobre, sur France 2, le Premier ministre Michel Barnier, annonçait vouloir mettre en œuvre un projet qu'il portait lors de la primaire des Républicains, à savoir la création d'une allocation sociale unique (ASU). Il s'agit de fusionner plusieurs prestations versées aux ménages les plus précaires en une seule et même allocation : RSA, allocations-chômage et diverses aides de la CAF. Son soutien, le député LR Olivier Marleix, expliquait qu'il s'agissait de « limiter les revenus de l'assistance, notamment avec un plafond entre le RSA et les APL » afin que le cumul des aides perçues par des ménages sans emploi reste inférieur au SMIC. Les contreparties demandées aux bénéficiaires seraient également renforcées avec une obligation de formation et/ou un service obligatoire à effectuer dans les services publics, ce qui n'est pas sans rappeler la réforme récente du RSA, qui impose 15 heures d'activité à chaque bénéficiaire.

Promue par l'IFRAP, lobby néolibéral, déjà programmée par le gouvernement Philippe en 2018 sous le nom de « revenu universel d'activité » puis abandonnée lors de la crise sanitaire, l'ASU n'a pas pour but d'améliorer la situation des plus précaires mais uniquement de faire des économies.

De l'autre côté de la Manche, l'Universal Credit britannique, prestation créée en 2013, qui avait regroupé cinq aides sociales en une seule afin de « simplifier » et de lutter plus efficacement contre la pauvreté, s'est révélé être un échec cinglant. Une étude parue dans *The Lancet*, en 2020, a démontré les effets délétères sur la santé mentale des bénéficiaires (1). De même, les résultats en termes redistributifs ont été régressifs, c'est-à-dire que les ménages les plus précaires ont été globalement perdants.

Le fiasco britannique de la réforme des aides sociales vient nous rappeler un fait évident. Le bénéficiaire de minima sociaux reste un précaire fragilisé par la privation d'emploi. Dans un pays qui compte plus de neuf millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, il serait bon ton de rappeler quelques évidences sur le RSA, objet de tous les fantasmes et souvent mis en cause parce qu'il favoriserait « l'assistanat » au détriment du travail.

Le RSA pour une personne seule est de 559 euros par mois, largement en dessous du seuil de pauvreté fixé à 1216 euros

pour une personne vivant seule. Le taux de non-recours au RSA est de 34 % (2), c'est-à-dire que plus d'un tiers de ceux qui pourraient en bénéficier ne vont pas recevoir d'aides. La fraude sociale aux prestations sociales, souvent agitée comme un chiffon rouge par la droite, ne représenterait qu'un montant assez faible, de l'ordre de 2 milliards d'euros (3).

Dans leur quête désespérée de tailler dans les dépenses publiques avec un objectif de 40 milliards d'économies par an, Michel Barnier et son gouvernement ont décidé de faire des aides sociales des précaires une variable d'ajustement budgétaire au nom de la lutte contre « l'assistanat » et pour la simplification administrative.

Qu'en est-il des contre-propositions ? La gauche propose de créer une garantie d'autonomie au niveau du seuil de pauvreté. Or, si l'idée est généreuse, elle ne pourrait que susciter le rejet de la part

des classes populaires, qui pourraient être hostiles à une telle augmentation des aides sociales. Au lieu de s'en prendre aux précaires, un gouvernement avisé devrait favoriser le droit au salaire socialisé et à l'emploi. Au-delà d'une véritable politique d'investissements publics dans la transition écologique et la relocalisation de la production, il serait possible, par exemple, d'étendre le régime d'assurance chômage des intermittents du spectacle aux travailleurs précaires et de généraliser l'expérimentation « Territoires zéro chômeurs longue durée ». Des alternatives existent pour lutter véritablement contre la pauvreté, il suffit de s'en donner les moyens. ■

NICOLAS MAXIME.

(1). [https://www.thelancet.com/journals/lanpub/article/PIIS2468-2667\(20\)30026-8/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanpub/article/PIIS2468-2667(20)30026-8/fulltext)

(2). <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr>

(3). <https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/09/26/fraude-sociale-un-rapport-cherche-a-objectiver-le-phenomene-et-plaide-pour-la-prevention>

La quinzaine sociale

■ **Guadeloupe.** – 260 000 habitants (sur 380 000) de l'île ont été privés d'électricité le 25 octobre. Les réseaux téléphoniques et de distribution d'eau, les ascenseurs, etc., ont été affectés. Le préfet accuse les grévistes CGT d'EDF Production électrique insulaire (PEI) d'être intervenus pour arrêter les moteurs de la centrale thermique de Jarry, celle d'Albioma étant déjà à l'arrêt. Profitant de l'obscurité, des pilliers ont dévasté quelques commerces et distributeurs de billets, crèches et écoles à Pointe-à-Pitre dans la nuit du 25 au 26 octobre où un couvre-feu avait été décrété.

■ **Nouvelle-Calédonie.** – Dix mois après l'annonce du retrait de Glencore, un groupe international dont on ne sait pas l'identité aurait pris contact avec le vendeur pour reprendre l'usine Konioambo Nickel à Koné au nord de l'île, qui ne compte plus qu'une centaine de salariés.

■ **Nord.** – Le groupe minier français Eramet, associé à Suez, a annoncé le 24 octobre la suspension de son projet d'usines de recyclage de batteries automobiles à Dunkerque. Ce projet devait compléter la construction en cours de deux usines de batteries par le groupe français Verkor et par le taïwanais ProLogium. En septembre, le groupe Stellantis et son partenaire Orano avaient déjà annoncé qu'ils remettaient à plus tard un projet concurrent, faute de visibilité sur les sources d'approvisionnement de matières premières et de débouchés sûrs pour les matières recyclées.

YVONNE CHASSARD.

■ **Mercosur.** – Le débat autour du Mercosur a une apparence commerciale : un accord de libre-échange, en gestation depuis un quart de siècle, entre l'Union euro-

péenne et cinq pays d'Amérique du Sud : le Brésil, l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay et la Bolivie. Il a une réalité pour le monde agricole français : la perspective de l'arrivée sur le marché européen de dizaines de milliers de tonnes de viandes détaxées : 99 000 tonnes de bœufs à droits réduits et 180 000 tonnes de volailles à taux nuls pourront être importées chaque année.

Précisons d'emblée que ces exportations ne sont pas soumises aux normes environnementales, sanitaires et sociales européennes. Alors que la souveraineté alimentaire française a été déjà mise à mal par la concurrence des pays de l'Est (Pologne, Ukraine...), alors que nos coopératives bovines sont inquiètes pour leur avenir, cela est inacceptable pour les responsables du monde agricole français.

La contrepartie est réelle à l'échelle de l'Union européenne : à échéance de 15 ans, 50 000 véhicules construits au sein des pays de l'UE seront annuellement dispensés de droits de douane à leur entrée dans le Mercosur. Une disposition qui favorise grandement l'industrie automobile allemande. Le 30 janvier 2024, Hildegard Müller, présidente de l'Association allemande de l'industrie automobile (VDA) demandait d'ailleurs que l'accord soit scindé en deux afin de contourner les résistances françaises.

En théorie, cet accord nécessite l'unanimité des pays membres de l'Union européenne. Mais on a vu, dans le cas du traité CETA avec le Canada, la capacité de l'UE à le faire entrer dès 2017 en vigueur sans qu'il soit ratifié par la France (le Sénat s'y est formellement opposé au mois de mars dernier). Le risque est réel, à lire certains articles de presse et communiqués politiques, d'arriver à une ratification de l'accord avec le Mercosur lors de la réunion du G20 à Rio de Janeiro les 18 et 19 novembre prochains. Et ce malgré l'opposition apparente du président de la République.

JÉRÔME BESNARD.



SOURCE: WIKIPEDIA. PHOTO: HENRI WILKINS.

Camp de réfugiés soudanais au Tchad. Le conflit au Soudan a déjà provoqué le déplacement de plus de 12 millions de réfugiés.

Corne de l'Afrique

Le Nil rouge

par Yves La Marck.

On a grand tort d'ignorer la guerre oubliée qui se joue au Soudan. Catastrophe humanitaire, génocide, elle est inscrite dans un grand jeu qui se déploie de la Mésopotamie au Sahel, du Golfe au cœur de l'Afrique.

Apparemment une guerre d'ego de deux généraux, deux branches de l'armée, l'une dite régulière commandée par Abdel Fatah Al-Burhane, l'autre une force rapide à la main de Mohamed Hamdad Daglo dit Hemetti (« *petit Mohamed* »). Impossible de mettre des étiquettes, de décider qui est le bon et qui est le mauvais, ils rivalisent en massacres et en soutiens immoraux. Au premier abord, une guerre « civile » sans les civils, sans enjeu stratégique, perdue dans les sables et l'immensité, de l'or faute de pétrole laissé au Soudan Sud depuis 2011, un port assoupi sur la mer Rouge, Port-Soudan, au milieu de nulle part, quoique débouché des oléoducs du Sud.

Double standard. – Abandonnée à elle-même, la guerre déclenchée en avril 2023 s'est faite de plus en plus meurtrière, directement avec un nombre de victimes qui varie d'un à dix en l'absence de tout observateur, et indirectement par le chiffre de déplacés et de déficits alimentaires. « *Une vie égale une vie* », proclamait le président français à la tribune de l'ONU le 25 septembre. Sans compter les morts et les blessés, comment comparer les 60 000 Israéliens déplacés, un million et

deux millions de Gazaouis, même nombre de Libanais, quelques millions d'Ukrainiens, huit millions de Syriens, peut-être douze millions de Soudanais ? Les humanitaires sont dépassés. Deux milliards d'euros ont certes été promis lors de la conférence humanitaire pour le Soudan réunie à Paris le 15 avril 2024. Le Conseil de sécurité le 13 juin s'est entendu pour adopter à l'unanimité moins une abstention (Russie) une résolution 2736 qui exige l'accès humanitaire. Mais le coordonnateur de l'ONU annonçait que moins de la moitié des besoins étaient couverts. L'état de famine a été déclaré le 1^{er} août dans l'un des plus grands camps de déplacés (un million), à Zamzam, dans la périphérie d'El Fasher, capitale du Darfour, ville de plus de deux millions d'habitants sous siège depuis plusieurs mois. Il devrait se généraliser en 2025. Mais les budgets qui y sont consacrés dans la plupart des pays donateurs sont durement rognés par la cure d'austérité (- 18 % dans le projet de budget français 2025).

Droit international. – Échec humanitaire, le Soudan est également un échec juridique. La première guerre du Darfour, province occidentale du Soudan, avait mo-

bilisé les gouvernements. En juillet 2007, l'ONU et l'Union africaine avaient constitué une force d'interposition. La France avec Bernard Kouchner aux Affaires étrangères jouait un rôle pilote. La Cour pénale internationale (CPI) avait pour la première fois osé inculper un chef d'État en exercice, le président Omar el-Bechir, ainsi que plusieurs ministres. Renversé en 2019, emprisonné, il ne sera jamais livré à La Haye. Crimes contre l'humanité, crimes de guerre, crime de génocide, tous les éléments étaient réunis. Quinze ans plus tard, tout recommence dans les mêmes conditions : attaques des Janjawid contre les Masalits : des seigneurs « *arabisés* » contre des autochtones « *noirs* », éleveurs contre paysans, on découvre début 2024 des charniers à Al-Geneïna près de la frontière tchadienne, massacres qui auraient été commis entre mai et novembre 2023. Quel échec pour la CPI dont l'institution n'aura même pas dissuadé le retour du même et peut-être du pire ! Un silence de mort a succédé à la fièvre médiatique et politique de 2017. Qui manifeste pour les Soudanais ? Où sont les « *Nous sommes tous Darfour* » ?

Un triple défi géopolitique. – La guerre soudanaise n'est pas isolée de la situation au Moyen-Orient. Non seulement elle est un énième échec des « *printemps arabes* » – le gouvernement civil n'aura même pas duré deux ans –, mais elle se nourrit des rivalités de pouvoir au sein du monde arabe. D'Irak, foyer initial de la révolution djihadiste, l'onde est ressentie dans des cercles de plus en plus éloignés : Syrie, Yémen, Gaza, Liban ; elle traverse la mer Rouge : Libye, Soudan, Tigré, Somalie, et fait le lien avec le Sahel, à travers le Tchad, et le

cœur de l'Afrique en remontant les deux Nil, le blanc et le bleu qui se rejoignent précisément à Khartoum. Dans l'œil du cyclone se situe l'Égypte, hier un plein de puissance, projetée au loin dans les trois directions, aujourd'hui un vide d'influence qui attire toutes les convoitises.

La mer Rouge. – Par son immensité, le Soudan touche à sept frontières. Ex-Soudan anglo-égyptien jusqu'à l'indépendance au 1^{er} janvier 1956, conséquence de la révolution égyptienne de 1952, et anticipation de la nationalisation du canal de Suez, le Soudan officiel aujourd'hui a été obligé de se replier sur Port-Soudan qui fait face à Djeddah (300 km par ferry), à 800 km de Khartoum. Les quelques ambassades qui sont restées ouvertes et celle de Téhéran qui vient d'y ouvrir, la Chine dont c'est un relais des routes de la soie, la Russie qui avait signé un accord de facilités portuaires (une base) avec le précédent gouvernement, tout le monde y est présent, sauf les Occidentaux.

L'hypothèse n'est pas exclue d'une nouvelle partition du Soudan, cette fois entre est et ouest, d'où l'enjeu pour les « réguliers » de ne pas lâcher Khartoum dont ils ont été presque évincés, ainsi que la partie la plus fertile du pays le long du Nil bleu, au sud-est, frontalier de l'Éthiopie. On y verrait des corps jetés dans le fleuve ainsi rougi comme on le disait lors du génocide au Rwanda de la rivière Kagera qui se déversait dans le lac Victoria.

Les eaux du Nil. – Elles ont fait l'objet d'un accord de répartition qui, négocié pendant plus de quinze ans, est entré en vigueur le 13 octobre dernier. Signé et ratifié par sept pays (Éthiopie, Rwanda, Burundi, Ouganda, Kenya, Tanzanie, Soudan du Sud), cet accord-cadre de coopération, qui institue une commission du Nil, est rejeté par l'Égypte et le Soudan. La construction d'un immense barrage sur le Nil bleu en Éthiopie, commencée en 2011 et désormais à pleine capacité, constitue une forme de *casus belli* pour Le Caire. L'Égypte cherche à affaiblir Addis-Abeba, en soutenant les mouvements sécessionnistes (Tigray, Oromo) et en contrant son influence au Somaliland, avec accès au port de Berbera, en encourageant le gouvernement de Mogadiscio à reprendre le contrôle de cette partie séparée du nord. Djibouti, en délicatesse avec Dubaï qui gérait son port jusqu'à ce que le contrat soit cédé aux Chinois, ne peut manquer de se retrouver au cœur de ces nouvelles rivalités.

Le Sahel. – Depuis sa base principale au Darfour, Hemetti est ravitaillé via le Tchad essentiellement par les Émirats arabes unis (EAU). Les liens de part et d'autre sont anciens. Le clan Daglo gère l'or du Darfour depuis Dubaï. Arabe Rizeigat, originaire du Tchad, il est lié aux Zaghawa du clan Deby. Les principales menaces contre le

pouvoir de N'Djamena sont toujours venues du Soudan. Le Tchad verrouillait le Sahel avant les évolutions au Niger, au Burkina et au Mali. Les déplacés de ces trois États se partagent entre le Tchad et le Sénégal, à raison d'environ un million de chaque côté.

Les Émirats ont développé une politique extérieure agressive pour s'imposer à la tête d'un nouveau Moyen-Orient et faire face aux mouvances islamistes. Les forces d'Hemetti ont donné leur concours aux EAU dans la guerre du Yémen. On prête aux forces du général al-Burhane des tendances proches des Frères musulmans issues du régime précédent (Khartoum s'était fait connaître comme Q.G. d'Al Qaïda, le fief de l'imam al-Tourabi, le refuge du terroriste Carlos), d'où leur soutien par le Qatar et la Turquie. L'Arabie saoudite a tenté de faire prévaloir son arbitrage en réunissant les parties à Djeddah en décembre 2023. Les Américains se sont réveillés tardivement en désignant en février un envoyé spécial. Il a échoué à provoquer une nouvelle réunion à Genève le 14 août, nouvelle preuve d'affaiblissement de Washington dans la région. ■

Europe

Complexité belge

Les élections provinciales et communales du 13 octobre ont confirmé la complexité du système politique belge, une partie significative de l'électorat s'abstenant. Deux nouveautés ont marqué ces élections. Pour la première fois le vote n'était plus obligatoire en Flandre. Les politologues flamands annonçaient avant le scrutin un recul limité de la participation, arguant du fait que les élections locales sont celles qui concernent le plus directement les citoyens dans leur vie quoti-

dienne. Ils tablaient sur au moins 75 % de participation. Le chiffre réel frôle les 65 %. Mais un recul sensible est observable aussi en Wallonie et en Bruxelles où pourtant le vote est obligatoire.

Sans doute faut-il y voir un rejet du système politique dans son ensemble par une partie de l'opinion qui ne se reconnaît plus dans ce système partisan fractionné à l'extrême. Le fait que les coalitions partisans ne se constituent généralement qu'après les élections avec des variations d'un échelon à l'autre, d'une ville à l'autre peut donner aux électeurs le sentiment d'être hors jeu. Pourtant, deuxième réforme, grâce au vote préférentiel les électeurs choisissent directement leur bourgmestre. C'est celui qui obtient le plus de voix sur la liste qui est désigné. Mais cela n'a guère changé la donne.

Quel bilan tirer finalement de ces élections ? Les deux grands perdants sont les écologistes et DéFI. Les premiers perdent plus de la moitié de leurs sièges provinciaux et ne conservent pratiquement aucune direction de ville. Ils demeurent une force d'appoint, rien de plus. Le second vit une véritable crise d'identité. Se voulant en 2011 le parti des francophones bruxellois, il a tenté en vain de se développer aussi en Wallonie. Son crédo libéral rappelle le MR (Mouvement réformateur). La défense de la laïcité ne suffit guère pour nourrir un programme. C'est donc son existence même qui, à terme, est menacée. Certains partis ont connu des fortunes diverses selon l'échelon et la région concernés. Le parti Team Fouad Ahidar obtient de faibles scores aux élections provinciales mais s'implante dans la région Bruxelles-Capitale, particulièrement à Molenbeek. Est-ce l'expression d'un vote communautaire musulman ?

En fait, le grand vainqueur de cette élection reste la droite. En Flandre, les deux partis nationalistes maintiennent leurs positions, ainsi que le CD&V démo-



Bart De Wever, dirigeant du parti irrédentiste flamand N-VA. Les dernières élections locales le confortent pour former un gouvernement.

SOURCE : WIKIPÉDIA, PHOTO : PAUL VAN WELDEN.

crate-chrétien, même si l'Open VLD tend à se marginaliser. Mais c'est en Wallonie et à Bruxelles que la droite obtient ses plus beaux succès et, au sein de la droite, Les Engagés de Maxime Prévot. Le leader centriste bénéficie de ne pas avoir participé à la coalition Vivaldi en 2021. Il a renouvelé les cadres de son parti, obtenu de nombreux ralliements et a su se démarquer de Georges-Louis Bouchez et du MR par son ton conciliant et posé.

Les socialistes, de leur côté, ont ployé sans céder comme en témoigne l'excellent résultat de Paul Magnette à Charleroi. En Flandre, Vooruit (socialistes flamands) n'a pas pâti de sa participation à la coalition Arizona en gestation, bien qu'il y soit le seul parti de gauche. Le PTB continue son implantation en conquérant des sièges dans les conseils tant provinciaux que communaux.

Quant au cordon sanitaire qui devait empêcher le Vlaams Belang et, dans une moindre mesure, le PTB d'accéder aux affaires, il est au plus mal. Dans trois communes, à Rands notamment, le Vlaams Belang est assuré de participer à l'exécutif local, voire de le diriger comme à Ninove. Quant au PTB, il devrait participer à la direction de Molenbeek et de Schaerbeek, et peut-être même à celle de Gand où les socialistes locaux s'opposent à toute alliance à droite, la liste n'étant pas exhaustive.

MARC SÉVRIEN.

Voix étrangères

Kemi Badenoch

Le Parti conservateur compte 170 000 adhérents qui étaient appelés en octobre à voter pour choisir un nouveau président, en remplacement de Rishi Sunak, entre deux concurrents dûment sélectionnés par le seul groupe parlementaire fortement réduit aux dernières élections générales du 4 juillet : 121 députés au lieu de 365. Le 2 novembre fut déclarée vainqueur Kemi Badenoch, ex-ministre du Commerce et des Égalités.

Olukemi Olufunto Adegoke, de son nom propre, pure Yorouba du sud-ouest du Nigeria (Badenoch – prononcer Beiyd – est le nom de son mari, d'origine écossaise et nord-irlandaise) née à Wimbledon, a vécu à Lagos avec sa mère avant de regagner les îles britanniques à l'âge de seize ans. Elle se décrit comme une immigrante de la première génération. Elle s'est illustrée comme une ardente *antiwoke*, elle avait nié tout *racisme systémique* parmi les institutions britanniques et s'était opposée à la politique du genre à l'école. Certains commentateurs ont pensé qu'elle était la seule à ne pas pouvoir être accusée de défendre un pouvoir blanc et patriarcal. De surcroît elle n'a suivi aucune grande école (*public schools*).



Selon l'hebdomadaire *The Economist*, ce n'est toutefois pas comme alibi qu'elle a été distinguée par le parti conservateur, mais comme représentative d'un courant dominant. La couleur de peau est relative : son opposant le plus sérieux était l'ancien ministre des Affaires étrangères, James Cleverly, de mère sierra-léonaise ; l'actuel titulaire du Foreign Office, le travailliste David Lammy, est de parents guyanais (l'ex-Guyana britannique). En revanche, l'hebdomadaire met le projecteur sur la communauté des Anglo-Nigériens, jusqu'alors fort discrète mais de plus en plus répandue parmi les élites de la société britannique. « *The Nigerian moment* » s'illustrerait notamment dans la musique, le sport, la haute cuisine, les réseaux sociaux. Le succès des Anglo-Nigériens ne serait finalement pas celui des Nigériens mais des classes moyennes dans lesquelles ils se sont si facilement intégrés et un phénomène spécifiquement londonien. On n'entend pas parler des Nigériens des classes populaires ni de l'Angleterre défavorisée du Nord. Kemi Badenoch illustre le succès des classes moyennes dans la capitale et non le statut des immigrants à travers le pays. Remarquons que le parti n'envisage pas de revenir au pouvoir avant 2029 et que sa présidente ne deviendra pas nécessairement Première ministre. Le parti a choisi avec Kemi le leader de l'opposition de Sa Majesté.

L'historien allemand, professeur à Princeton, Jan-Werner Müller, s'en prend dans l'hebdomadaire anglais *The New Statesman* aux « conservateurs » allemands qui reconstruisent à l'identique des bâtiments symboliques de « la Nation allemande » : le palais des Hohenzollern à Berlin et l'église de la Garnison de Potsdam, cette dernière inaugurée en août par le président Frank-Walter Steinmeier, social-démocrate. Les deux édifices, abîmés pendant la guerre, avaient été détruits par le pouvoir communiste respectivement en 1950 et en 1968. Pour l'auteur, ce sont des concessions à l'AfD qui influent ainsi jusque sur l'architecture, présentées comme des retours à la normale, normalité définie par le slogan du parti « *Deutschland, aber normal* ». ■

Y. L. M.

Les Faits marquants

■ **Afghanistan.** – La récitation du Coran à haute voix par les femmes, y compris entre elles, est désormais interdite. Ainsi en a décidé le ministre de la Propagation de la vertu, Mohammad Khalid Hanafi. Cette nouvelle règle, que le régime taliban entend mettre en application progressivement, restreint un peu plus encore la liberté des Afghanes, déjà interdites de chanter et de lire en public depuis l'été 2024.

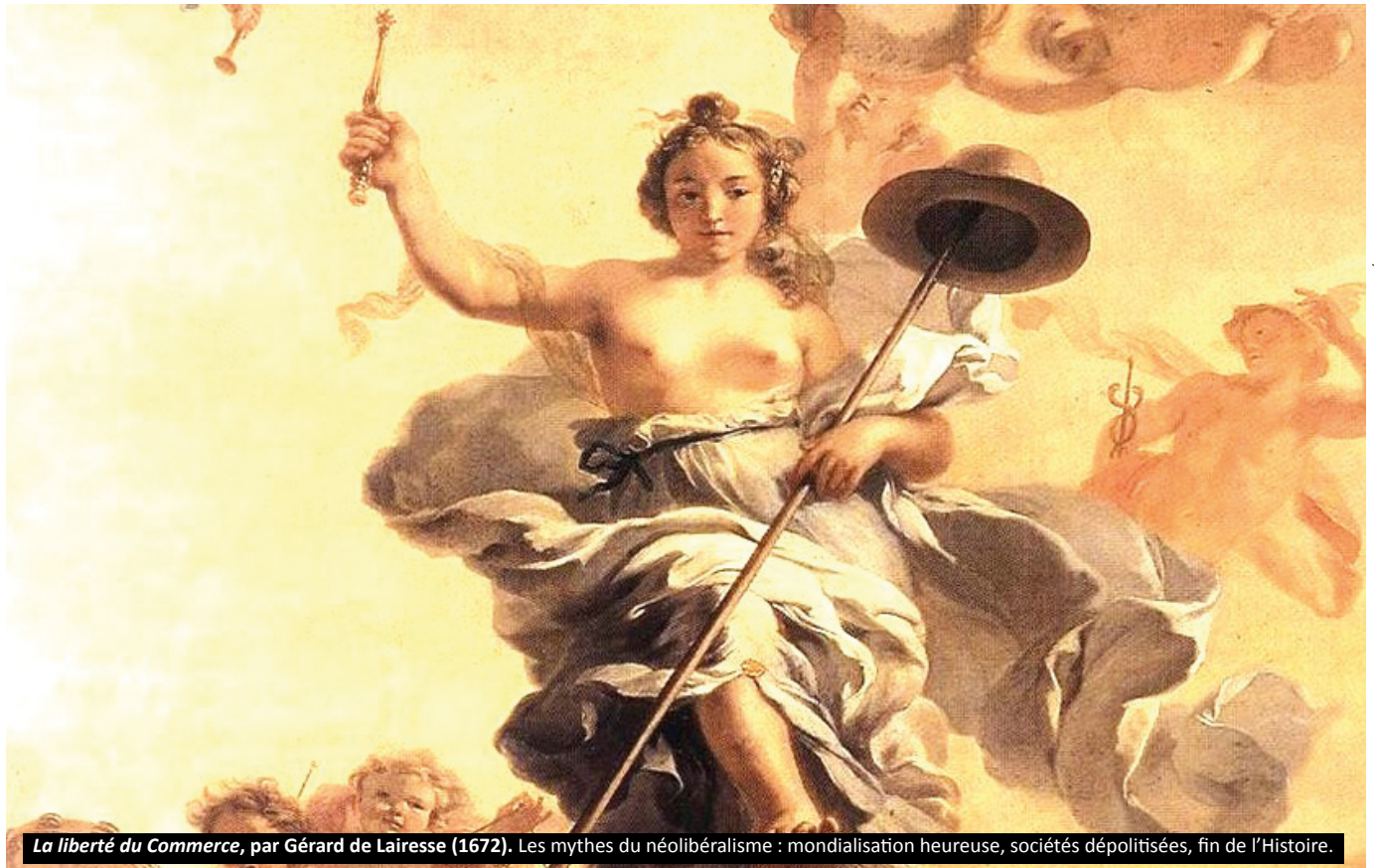
■ **Chili.** – Les élections municipales, tenues le week-end des 26 et 27 octobre, ont offert la victoire à la droite conservatrice. Celle-ci a ravi aux communistes la capitale Santiago, ainsi que 35 autres mairies. La gauche coalisée, en reflux, a perdu pour sa part une quarantaine de villes. Auteur d'une véritable percée, l'extrême droite a quant à elle conquis huit communes alors qu'elle n'en détenait aucune.

■ **Espagne.** – En début de semaine dernière, des pluies torrentielles dans les régions de Valence, Castille-La Manche et Andalousie ont dévasté de nombreuses localités et auraient causé la mort d'au moins 250 personnes. Un deuil national de trois jours a été décrété le 30 octobre par le gouvernement Sánchez. Le roi Felipe VI est allé à la rencontre de la foule à Paiporta avec le Premier ministre et le président de la communauté autonome de Valence. Le roi n'a été ni exfiltré ni traité d'assassin contrairement à ce qu'ont rapporté certaines télévisions en continu. Le Premier ministre – celui que la foule traitait d'assassin – a été exfiltré. La reine a été exfiltrée mais rassurée par les manifestants. Le roi, lui, a choisi de rester et a échangé avec ses sujets. Des scientifiques estiment que ces inondations, les plus violentes dans le pays depuis 1996, sont directement liées au réchauffement climatique.

■ **Guinée Conakry.** – Le ministère de l'Administration du territoire a rendu son rapport sur l'évaluation des partis politiques lancée cet été. Sur les 174 formations recensées, une cinquantaine ont été immédiatement dissoutes pour illégalité totale, 53 autres suspendues en raison d'une invalidité grave. La plupart des partis restants, dont les plus importants du pays, sont visés par une injonction de mise en conformité sous peine de suspension.

CASIMIR MAZET.





SOURCE : WIKIPÉDIA, PHOTO : WEB GALLERY OF ART.

Philosophie politique

Les mésaventures de la démocratie

par Bertrand Renouvin.

Marcel Gauchet poursuit son explicitation d'un monde moderne engagé dans un mouvement général de sortie de la religion. Celui-ci nous conduit à vivre un moment néolibéral qui englobe et dépasse la logique du capitalisme. Ce moment négatif, celui de la crise démocratique, n'est pas le dernier d'une histoire qui ouvre de nouvelles perspectives.

Le *Nœud démocratique* prolonge la réflexion menée dans les quatre tomes consacrés à *L'avènement de la démocratie* (1). Ce travail impressionnant nous permet de saisir la nature, l'ampleur et la portée de la révolution moderne. Commencée au XVI^e siècle, cette révolution dépasse de très loin les conflits politiques et les luttes sociales qui ont conduit à des changements institutionnels. Le basculement décisif a porté sur la structuration des sociétés. Naguère, les collectivités humaines trouvaient leur point d'appui dans une autorité extérieure à elles-mêmes et référée au divin – elles fonctionnaient selon le principe d'hétéronomie. Puis la religion a progressivement perdu sa capacité de structuration et la société existe désormais de manière autonome. Cela peut paraître abstrait mais les royalistes connaissent bien le rôle joué par le parti des Politiques pour mettre un terme aux guerres de Religion, puis l'instauration de monarchies constitution-

nelles de plus en plus nettement désacralisées.

La structuration autonome de la société peut être résumée par le principe constitutionnel du *gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple* qui peut se comprendre comme une formule radicale d'autogouvernement. Nous savons cependant que ce principe démocratique s'inscrit dans un texte constitutionnel qui se réfère à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et qui, sous la forme de chartes puis de constitutions, organise les pouvoirs selon un système de médiations qui s'étend à la société. Ce passage à l'autonomie s'est affirmé au XIX^e siècle dans le cadre du libéralisme politique. Il a été radicalement contesté par les totalitarismes du XX^e siècle qui ont rendu manifeste un violent retour du religieux sécularisé. Au sortir de la guerre, les démocraties victorieuses en 1945 ont établi une démocratie libérale et socialisante qui permettait de contrôler

étroitement le capitalisme et de contrer efficacement le collectivisme.

Ce modèle, que la République gaulienne avait remarquablement concrétisé, a été remis en cause par le « tournant de 1975 » qui a rapidement conduit à la phase néolibérale de la révolution moderne – celle de la « mondialisation heureuse » et des nouvelles technologies. Ce tournant a provoqué et provoque encore des critiques solidement argumentées et de larges mouvements de protestation... qui ne parviennent pas à changer le cours des choses. Il est donc indispensable de lire Marcel Gauchet, qui propose de reprendre et d'approfondir l'analyse du phénomène.

Les mythes néolibéraux. – Il faut d'abord dissiper les illusions entretenues par le néolibéralisme : celle du primat de l'économie et d'une dynamique du capitalisme qui lui serait intrinsèque. Le capitalisme n'est pas l'aboutissement nécessaire de la modernité mais une simple « *excroissance* » de son histoire, qui a été rendue possible par la constitution d'États nationaux disposant d'une monnaie et assurant la sécurité des échanges – les marchés supposent des villes bien administrées et des routes sûres pour s'y rendre.

La seconde illusion porte sur le passé. Comme il est désormais entendu que la croyance religieuse est une affaire strictement personnelle, on ne comprend plus les comportements dans les sociétés hétéronomes, où l'être social n'était pas séparable de son devoir être, la religion

imposant des préceptes moraux à respecter chaque jour. Dès lors, on ne peut comprendre comment s'est engendrée la société moderne ni les cheminements qui ont conduit à la crise actuelle de la démocratie.

Il faut en effet commencer par saisir la révolution dans les médiations qui s'est produite lors du lent passage de l'hétéronomie à l'autonomie. Le Prince n'est plus le lieutenant de Dieu sur la terre, qui assure la médiation avec le fondement invisible, ainsi que la médiation entre les hommes selon la loi divine et l'autorité de lois vénérables. Dès lors, le pouvoir politique est renvoyé à sa propre fonction médiatrice et il libère deux autres médiations : celle assurée par le droit, qui médiatise les relations entre les personnes et la collectivité ; celle assurée par l'histoire qui fait le lien entre le passé et l'avenir. Le Politique assure quant à lui la médiation de la collectivité politique avec elle-même et la médiation avec les autres collectivités politiques.

Des sociétés dénaturées. – Ces données constitutives des sociétés modernes subsistent, avec le néolibéralisme, un processus d'effacement dans la conscience des acteurs les plus engagés. Le premier concerne le Politique. Nous connaissons tous les discours sur le poids excessif de l'État et sur l'inéluctable disparition des nations dans le grand marché mondial. Et nous avons vu la politique prendre résolument le pas sur le Politique et devenir une technique de communication conçue selon des sondages, en abandonnant les domaines dont dépendent l'existence de la nation et le bien-être collectif.

Le deuxième processus d'effacement porte sur le droit. Les sociétés modernes ont placé les droits de l'homme au fondement de l'ordre social. Au siècle dernier, les marxistes avaient dénoncé des droits formels qui ne pouvaient masquer la réalité de l'exploitation capitaliste, mais la mise en œuvre d'un droit social a prouvé qu'il était possible d'instituer un État capable d'assurer aux libres individus des conditions de vie acceptables et toujours susceptibles d'améliorations grâce aux libertés garanties par les textes fondateurs. Les droits de l'homme étaient ainsi conçus et vécus dans le cadre de l'appartenance à la collectivité, gouvernée par des responsables politiques librement choisis. Or depuis une cinquantaine d'années, cette relation d'appartenance a été effacée, dans l'esprit de beaucoup, par une revendication de droits individuels ou groupusculaires parfaitement indifférente à la cohérence de l'ensemble.

Le troisième processus d'effacement porte sur l'histoire. L'ordre hétéronome privilégiait le passé, comme héritage à conserver dans la répétition des bonnes coutumes. La révolution moderne ouvre sur l'avenir conçu comme progrès émanipateur et le pouvoir politique doit main-



Marcel Gauchet. Ses travaux sur l'histoire et la religion ont ouvert de nouvelles perspectives.

tenir la continuité historique, lui donner sens en reliant le passé à l'avenir. Les religions totalitaires avaient projeté l'histoire dans un avenir paradisiaque. L'effondrement de l'Union soviétique a entraîné l'abandon des philosophies de l'histoire hégélienne et marxiste – les « *grands récits* » – et popularisé le thème d'une fin de l'histoire dans le marché mondialisé.

Le paradoxe du néolibéralisme, c'est qu'il s'appuie sur ce qu'il nie.

L'économie est devenue la cause principale du mouvement des sociétés et sa raison ultime : l'histoire n'est plus que la somme des efforts individuels en vue de l'amélioration des conditions de vie et « *la marche du capital, avec son ressort cumulatif interne – l'argent est fait pour rapporter plus d'argent – en est venue à prendre le visage de moteur de l'histoire* ». En pénétrant tous les domaines de l'existence humaine, l'économie prétend combler tous les besoins et tous les désirs d'individus qui peuvent devenir, dès à présent, les propres agents de leur émancipation dans une société sans mystère et qui n'a d'autre fin que d'assurer son efficacité. Dès lors, le passé n'a pas le moindre intérêt et l'histoire est tout entière résorbée dans la dynamique présente du capital.

Le néolibéralisme a désarmé et absorbé bien des oppositions, mais les injustices et les désordres provoqués par le capitalisme financier font prospérer, en Europe et aux États-Unis, un populisme qui n'est pas une réaction nostalgique en faveur de l'hétéronomie perdue. Pleinement inscrit dans la société autonome, le populisme exige que l'on se saisisse du Politique enfoui dans les souterrains afin qu'il serve à la cohésion nationale et au contrôle des flux extérieurs. J'ajoute que le courant gaullien et les économistes hétérodoxes ne disent pas autre chose sans que la liaison avec le populisme ait pu s'effectuer, sauf de ma-

nière marginale, pour des raisons que j'ai exposées dans d'autres articles.

Nous sommes là au point central de la crise démocratique des sociétés néolibérales. Celles-ci s'affirment démocratiques, et la démocratie n'est plus contestée, ni dans ses principes ni dans ses institutions, mais cette victoire ne permet pas de cacher les frustrations et les colères qui secouent violemment des sociétés polyfracturées. La source de toutes les contestations se trouve dans le discours néolibéral qui affirme que les groupements humains s'auto-organisent naturellement et sont tout aussi naturellement ouverts aux autres groupements, qui célèbre un individu évidemment porteur de droits qu'il peut exiger sans la moindre considération pour l'ensemble, et qui glorifie un éternel présent venant frapper d'inutilité manifeste toute référence au passé et toute interrogation sur l'avenir.

C'est l'immense décalage entre cette vision idéologisée de la société et son mode de fonctionnement effectif qui provoque des doutes lancinants puis un malaise collectif qui conduit, faute de réponses appropriées, à de violentes explosions sociales. Le paradoxe du néolibéralisme, c'est qu'il s'appuie sur ce qu'il nie. Pas de marché sans un État qui l'institue et le réglemente. Pas d'individu libre hors d'une collectivité qui assure son éducation et sa sécurité. Pas de mondialisation sans un monde constitué d'États nationaux. Pas de capitalisme sans règles fixées par les États et par les accords interétatiques.

Le Politique, que l'on croyait aboli, forme l'infrastructure de notre monde et c'est l'organisation économique qui est une superstructure dépendante, donc contrôlable. Cela signifie que l'histoire n'est pas accomplie, ni révolue.

La révolution moderne se poursuit et la démocratie est à penser hors du voile d'illusion jeté par le néolibéralisme. La gouvernance néolibérale doit redevenir un gouvernement disposant de la capacité d'agir, d'abord pour la nation, ensuite dans le vaste champ des relations internationales. La démocratie dépolitisée du néolibéralisme doit devenir démocratie politique, capable de discerner le fonctionnement effectif de la société et de mobiliser, en toute connaissance de cause, sa capacité d'agir. À nouveau inscrite dans le mouvement de l'histoire, la collectivité pourra réorganiser son système de médiation – y compris le pouvoir judiciaire – avec la participation des citoyens (2). ■

(1). Sur le quatrième tome, *Le Nouveau monde*, NRF/Gallimard, 2017, voir sur mon blog les chroniques 131 à 133.

(2) Je présenterai sur mon blog les propositions de Marcel Gauchet.

► **Le Nœud démocratique. Aux origines de la crise néolibérale**, par Marcel Gauchet, NRF/Gallimard, octobre 2024.



SOURCE: WIKIPEDIA, PHOTO: GREENBOX.

Sandrine Rousseau. Symbole d'une écologie politique qui a perdu ses repères et qui va d'échec en échec.

La nébuleuse écologique (II).

Les partis écologistes

par François Gerlotto.

Nous avons décrit l'écologie-lobby, avec les grandes ONG environnementales, comme Greenpeace, le WWF ou Sea Shepherd (1). En voici maintenant le deuxième volet: l'écologie comme parti politique.

Avec les partis écologistes, il n'est plus question d'influer sur les politiques nationales et internationales comme le font les grandes ONG, mais de s'y impliquer directement en tant que parti, donc avec une vision – par définition – partisane, incluant l'écologie dans un projet politique global sur l'évolution du monde. Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner de voir foisonner les partis écologistes: Wikipédia en compte au moins une douzaine ayant (ou ayant eu) des élus ou participé à des élections.

On voit tout de suite la contradiction qui apparaît dans cette méthode: l'écologie (définie comme le souci de l'environnement) est par essence transpartisane et complètement indifférente aux problèmes sociétaux: le climat évoluera quels que soient les principes sociétaux qui doivent imprégner une société. Plus encore, cette vision politique peut mener à des positions dommageables pour l'environnement. Prenons, pour éclairer ce propos, le dossier du nucléaire. La position antinucléaire est presque constitutive de l'écologie comme mouvement politique, et les pionniers de cette mouvance ont tous été d'abord ré-

solument antinucléaires: René Dumont, Théodore Monod, Albert Jacquard, Jean Rostand avant eux, ont milité pour l'abandon de cette filière. Tout le monde connaît l'autocollant représentant un soleil rouge souriant sur fond jaune et la formule « Nucléaire? Non merci! ». L'opposition au nucléaire est venue, après la guerre, des effets de la bombe nucléaire sur Hiroshima, et de la découverte que l'on pouvait maintenant détruire toute vie humaine sur la planète.

Cohn-Bendit a introduit dans EELV une vision libertaire de la société, qui l'a transformé en un diverticule de la gauche sociétale.

Puis, avec l'éloignement du risque de guerre nucléaire, cette opposition s'est étendue au nucléaire civil. Les risques sont réels, sans l'ombre d'un doute, et le traitement des déchets très préoccupant: mais il y a eu infiniment plus de morts dans les mines de charbon qu'aux alentours des centrales; et plus de pollution par le pétrole que par le nucléaire, même là où des accidents graves ont eu lieu, comme à Three Mile Island, Tchernobyl ou

Fukushima. L'énergie nucléaire est même plus « propre » que les énergies fossiles, si l'on considère son impact sur la pollution et le réchauffement climatique. Pourtant la phobie du nucléaire continue de biaiser l'analyse des partis écologistes.

Cette contradiction entre parti politique et mouvement écologiste date des débuts des « écologistes » (ne pas confondre avec les écologues scientifiques) et s'est exacerbée peu à peu. Sans remonter aux débuts des luttes (Plogoff, le Larzac), on se souvient que les premiers vrais combats, ceux qui ont mis les écologistes sur le devant de la scène, touchaient des domaines « apolitiques », comme le rejet des organismes génétiquement modifiés, rejet qui fit la célébrité de José Bové; ou l'analyse des dangers de la société de consommation. C'est l'époque de croissance des Verts dans l'opinion publique, qui a mené à des scores électoraux remarquables, scores qui se sont envolés avec la fusion entre les Verts et le parti Europe Écologie de Daniel Cohn-Bendit: les écologistes ont été capables d'attirer 16,3 % des voix aux élections européennes en 2009.

L'évolution du nouveau parti Europe Écologie Les Verts (devenu récemment Les Écologistes) n'a pas été à la hauteur de ces espoirs. C'est que Daniel Cohn-Bendit y a introduit une vision libertaire de la société, qui a transformé EELV en un diverticule de la gauche sociétale. Nombre d'écologistes, dont Sandrine Rousseau est le porte-drapeau, se sont mis à soutenir des positions qu'il n'est pas question ici de juger mais qui n'ont rien à voir avec l'écologie: éga-

lité de droit entre couples homosexuels et hétérosexuels, parité absolue et obligatoire hommes-femmes, droit au suicide assisté et à l'euthanasie, légalisation des drogues douces, sortie du nucléaire, non-cumul des mandats, gestation pour autrui, etc. Ces positions, dont Marcel Gauchet a dit qu'elles faisaient des écologistes des militants de la gauche radicale plus sensibles à ses thèses qu'à l'environnement, ont abouti au départ de responsables historiques (José Bové, par exemple) et d'adhérents, et les scores électoraux s'en sont ressentis : les dernières élections européennes ne leur ont accordé que 5,5 % des voix.

Outre ces dérives sociétales, d'autres phénomènes jouent un rôle dans la désaffection des citoyens. On peut citer par exemple la confusion régnant dans les concepts de croissance et de décroissance, dont Nicolas Hulot avait déclaré – avec raison – que ni l'une ni l'autre n'étaient défendables. La croissance (du PIB) est soutenue en particulier par Daniel Cohn-Bendit et Dominique Voynet, mais rejetée par Yves Cochet ou Cécile Duflot. Les écologistes n'ont hélas pas été capables de proposer une voie nouvelle, autrement dit une croissance qui ne soit pas définie par les seuls critères économiques et par une vision exponentielle insoutenable. C'est qu'elle implique la priorité donnée à l'humain dans toute réflexion écologique, chose que les écologistes oublient trop souvent.

Cette confusion est d'ailleurs assez générale : nous avons signalé récemment le cas exemplaire du dossier des méga bassines, où le citoyen est incapable de savoir, à partir des déclarations des écologistes, s'il s'agit d'une solution nécessaire ou de la privatisation d'une ressource naturelle (2).

Un autre facteur réside dans l'évolution de l'environnement, que l'on retrouve d'ailleurs dans tous les pays de l'UE. Il n'est plus question de prévenir un changement climatique que, par incapacité, nous avons laissé s'installer ; mais de nous adapter à ses effets. Il faut donc agir avec pragmatisme, et non à partir d'idéologies. C'est pourquoi les maires écologistes sont bien plus appréciés que les députés : ils agissent sur le terrain en fonction de ce qu'ils peuvent faire. Il n'y a pas moins de 35 villes en France à avoir un maire écologiste (Lyon, Strasbourg, Bordeaux, Grenoble, etc.), et si à leurs débuts certains avaient des positions sectaires ou « hors-sol » (le sapin de Noël en verre à Bordeaux, l'écriture inclusive à Lyon, etc.), ils sont vite devenus beaucoup plus pragmatiques. À ce groupe doivent s'ajouter les maires d'autres partis (comme le socialiste Michaël Delafosse, maire de Montpellier) qui se sont lancés dans de vraies politiques écologiques. Autrement dit : c'est en sortant de son parti pour faire de la politique écologique que l'on devient efficace et populaire. ■

Géopolitique

Les fonds souverains, armes géopolitiques

Les États prédateurs, par François-Xavier Carayon, Fayard, mai 2024.



fonds souverain un outil d'influence.

Par leurs investissements transnationaux dans des secteurs d'activité très diversifiés, les États peuvent bien sûr aller simplement chercher du rendement financier, comme le fonds souverain norvégien GPFG qui gère plus de 1 000 milliards de dollars. Mais ces cas de figure sont devenus très minoritaires.

Dans un entretien (1) donné à l'IRIS à l'occasion de la parution de son ouvrage, François-Xavier Carayon souligne que « grâce à leurs investissements publics, les puissances étrangères peuvent chercher à accroître leur autonomie stratégique (comme Singapour ou l'Arabie saoudite dans l'agroalimentaire), renforcer leurs alliances et leur influence (comme le Qatar en France), mais aussi construire leur domination stratégique sur les nations rivales (comme la Chine dans les métaux critiques ou l'électronique). Quand ces États prennent un poids critique dans certains secteurs vitaux de notre économie ou qu'ils prennent le contrôle de nombreuses infrastructures stratégiques, ils se dotent d'un levier de menace géopolitique. Les investisseurs publics étrangers peuvent aussi chercher à prendre le contrôle de nos meilleurs atouts industriels ou technologiques. Cela constitue alors une menace à notre prospérité collective, à notre emploi et notre croissance ».

Que ce soit à travers leurs fonds souverains ou leurs entreprises publiques (les trois premières entreprises publiques du monde sont chinoises et la Chine en détient 300 sur les 1 600 existantes sur la planète), ces pudiquement nommés « véhicules publics d'investissement » prennent des noms barbares et dissimulent les donneurs d'ordre réels. Remonter jusqu'à eux nécessite d'enquêter sur ces fonds opaques, sur les actionnaires, sur les liens avec les gouvernements. Autrement dit, la tâche est souvent impossible à cause des investissements opérés via des entreprises *offshores*. Ce manque de transparence et de communication accentue l'opacité des investissements effectués par les fonds souverains et entreprises publiques, qui sont éminem-

ment politiques. Ces acteurs peuvent donc être des vecteurs d'influence et de prédation, utilisés par des États dont le volontarisme politique et les visions stratégiques de long terme sont déjà des atouts considérables.

Fonds souverains et entreprises publiques disposent d'avantages compétitifs importants, tant diplomatiques, financiers, qu'informationnels. La « mondialisation heureuse » leur permet de conquérir des marchés avec peu d'entraves, en poursuivant implicitement l'agenda étatique de leurs pays d'appartenance. De plus, leur stratégie de long terme couplée à d'importants capitaux leur permet d'investir dans des actifs à fort potentiel, qui, s'ils aboutissent, peuvent leur rapporter gros et pas seulement financièrement.

Se revendiquant « lanceur d'alerte », Fr.-X. Carayon considère que « les investissements publics sont des armes de guerre économique pour temps de paix ». Il est urgent que la France se dote de telles « armes pour temps de paix ». Il en va de notre souveraineté et de notre indépendance. ■

LOIC DE BENTZMANN.

(1) <https://www.iris-france.org/187815-%E2%80%89les-etats-predateurs%E2%80%89francois-xavier-carayon/>

Essai

Nos campagnes à la loupe

Ceux qui restent – Faire sa vie dans les campagnes en déclin, par Benoît Coquard, La Découverte, 2024.



Parue en 2019, l'étude de Benoît Coquard sur la vie quotidienne des jeunes habitants d'un Grand Est désindustrialisé a fait l'objet d'une réédition temporaire qui remet le projecteur sur cette population. L'auteur se garde d'employer l'expression du géographe Christophe Guilluy, « France périphérique ». Sa position particulière – il est lui-même issu de ce milieu populaire et de cette région et a côtoyé toute son enfance et son adolescence les personnes concernées – donne une tonalité originale à ce qui aurait pu être une enquête certes immersive, mais froidement observée par un tiers CSP+ issu d'une grande ville. Benoît Coquard cherche (sans insister, pour ne pas mettre mal à l'aise), se fonde dans les groupes de jeunes, souvent des amis d'enfance, qu'il observe (sans les prendre de haut), se mêle à leurs discussions et écoute leurs préoccupations (plutôt que de poser frontalement de potentielles ques-

(1) *Royaliste* n° 1283, du 11 septembre 2024.

(2) *Royaliste* n° 1285, du 27 mars 2024.

tions dérangeantes). « *Les matériaux récoltés et les thématiques abordées tiennent beaucoup aux comptabilités – ou affinités d'habitus – qui existent entre eux et moi* », assure-t-il.

L'immersion s'est déroulée sur plusieurs années. En ressort un ouvrage à la fois riche par le nombre de sujets et touchant par son aspect incarné, qui montre à merveille le mélange de sens du collectif et d'individualisme des jeunes gens restés vivre dans ces campagnes. Se serrer les coudes n'est pas une option, l'union au sein de groupes d'amis devient indispensable pour réussir des projets (y compris professionnels) et développer son identité (pour les hommes surtout, à travers la chasse ou le football). Tous suivent aussi une trajectoire individuelle plutôt précise et précoce, à travers l'installation rapide en couple et la formation d'une famille.

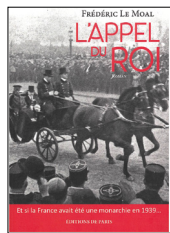
Le village en déclin, microcosme nourri de rivalités et de soutiens, est également mis en regard de la vie qui se déroule hors de ses frontières locales. L'auteur explique que ceux qui partent, notamment les filles, n'ont que peu de chances, s'il leur prenait l'envie de revenir, de retrouver une place similaire au sein du groupe. Partir pour faire des études est un acte qui crée un décalage net avec les jeunes habitants restés sur place. « *Partir, c'est prendre le risque d'être oublié.* » En résulte inévitablement une partition du monde où des « *nous* » se retrouvent confrontés à des « *eux* » (intellectuels, citadins, élites mondialisées) qui pourraient menacer le mode de vie des premiers. Cette appréhension doit absolument être prise en compte par nos politiques parisiens, plus déconnectés que jamais de cette France qui crie. ■

INDIANA SULLIVAN.

Uchronie

Et si la France avait été une monarchie en 1939

L'appel du roi, par Frédéric Le Moal, Éditions de Paris, 2024.



Quand l'Histoire est écrite, il est difficile d'imaginer qu'elle aurait pu être autrement, qu'il s'en est fallu d'un rien (le nez de Cléopâtre, selon Blaise Pascal) pour changer la face du monde... Et c'est le mérite du genre littéraire Uchronie de nous en faire prendre conscience. Le roman de Frédéric Le Moal est à cet égard une réussite. Chaque citoyen français devrait s'offrir ce petit chef-d'œuvre d'imagination politique.

On part de l'hypothèse que le comte de Chambord a réussi à se mettre d'accord



Henri VI. Le Prince en 1934.

avec les parlementaires monarchistes au lendemain de la défaite de 1870. Une monarchie parlementaire aurait vu le jour en France, avec la Constitution de la III^e République telle que nous la connaissons, mais avec un roi comme chef de l'État, avec des pouvoirs très réduits, comme ses homologues européens, comme le président de la III^e. Après Henri V, le dernier des Bourbons directs, on aurait eu le roi Philippe VII, son cousin Orléans, puis le roi Jean III, dont le fils Henri VI aurait pris la suite juste au moment où la France, à nouveau, s'effondrait devant les armées allemandes. On retrouve ce jeune roi à Bordeaux, avec son gouvernement, dans la débâcle de juin 1940. Cela n'a rien d'absurde, même si cela peut heurter la sensibilité républicaine de nos contemporains.

Pour le reste, tout est conservé de la trame historique « normale » : il y a eu la terrible guerre de 14-18 dont le roi Jean est ressorti déprimé, et quasiment pacifiste comme tout son peuple, la crise économique de 29, le Front populaire où le roi s'est bien entendu avec Léon Blum, au point d'être surnommé « *le roi rouge* », la longue fréquentation de présidents du Conseil comme Édouard Daladier, Pierre Laval, Paul Reynaud... avec lesquels les institutions ont tenu malgré les arrière-pensées des uns et des autres, celles des républicains, mais aussi des monarchistes qui, disciples de Charles Maurras, rêvent d'une restauration de l'autorité royale...

Or Henri VI est d'une autre trempe que son père. On reconnaît le prince qui a été chef de la Maison de France de 1940 à 1999 dans la vraie Histoire. Sa généalogie et ses alliances sont simplifiées pour les besoins du roman, les gens qu'ils rencontrent portent des noms très connus : maréchal Franchet d'Espèrey, maréchal Pétain, général de Gaulle et tout le personnel politique de la III^e République finissante même si, çà et là, quelques licences ont été prises avec ce que nous savons. Les événements les plus invraisemblables sont en général ceux qui sont le plus authentiques, même s'ils sont méconnus. Par exemple, cette proposition de Churchill de fusionner le Royaume-Uni avec la France en juin 1940. Pour le reste, la précision juridique, la connaissance des « grands » hommes de cette histoire imaginée sont stupéfiantes d'intelligence psychologique. Cela se révèle une trouvaille que d'avoir mis le Palais dans les bâtiments de l'École militaire... La force de ce livre, c'est qu'à chaque chapitre, on est bien incapable de dire ce qu'il va se passer au suivant. Oui, une autre histoire aurait été possible. Et donc une autre histoire reste possible ? Pourquoi pas ? Le romancier, par ailleurs historien spécialiste du fascisme, en convainc certainement plus que n'importe quel militant royaliste.

À méditer en ces temps d'effondrements économiques et diplomatiques.

FRÉDÉRIC AIMARD.

DR.



Par Gérard Leclerc

Les dieux ont soif

Cent ans après sa mort, y a-t-il une réelle présence d'Anatole France dans la mémoire de nos Lettres ? Notre gauche, dont il fut si longtemps une des lumières, en a-t-elle seulement le souvenir ? Il est vrai qu'elle a bien changé depuis la fin du XX^e siècle. Peut-être, ce grand lecteur qu'était François Mitterrand s'y était-il intéressé, comme il s'intéressait à Renan. Mais l'ancien président n'a pas eu de postérité. Et s'il convient de refaire connaissance avec l'auteur de la suite sur « *l'histoire contemporaine* », il faut en retracer toute l'existence dans un contexte qui s'est souvent effacé. Homme et écrivain de gauche, né Anatole Thibaut en 1844, il l'est incontestablement, soutien solide d'Émile Combes, doctrinaire d'une laïcité dure, socialiste associé à Jaurès. Et pourtant, l'extrême gauche (Lafarge, Guesde) considérait avec méfiance cet écrivain bourgeois. N'avait-il pas mal vécu l'épisode sanglant de la Commune ? Et puis Maurras n'a-t-il pas toujours manifesté à son égard une admiration qui dépasse le point de vue littéraire ? Il y a d'étranges aspects réactionnaires dans certains de ses ouvrages, avec le déni des vertus de la République. Et comme le note Pierre Citti : « *France devait connaître la dépression dreyfusienne. L'amertume et la déception politique et sociale, qui vont si durement marquer la jeune génération, celle de Péguy et Halévy, furent aussi sensibles chez les aînés. En 1908, son article sur le transfert des cendres de Zola au Panthéon est singulièrement désenchanté : "fatigue", "indifférence", "lassitude", voilà selon lui ce qu'inspire l'Affaire dix ans après, même aux intellectuels.* »

De cette complexité, un roman comme *Les dieux ont soif* constitue le témoignage privilégié. Il s'agit, en effet, de l'analyse la plus acérée de la Terreur jacobine, avec une sûreté supérieure de pénétration. Pourtant Anatole France n'a nullement renié ses convictions. Comme le remarquait, sur le moment, Jacques Bainville : « *Ce n'est ni un roman contre-révolutionnaire, ni un roman antirévolutionnaire. Mais quand on l'a lu, on sait ce qui fait horreur à M. Anatole France dans la Révolution. Et ce qui lui fait horreur, c'est Jean-Jacques...* » Pour préciser le grief, j'irais droit à une citation du roman. Son principal personnage, Évariste Gamelin, promu à la dignité de membre du tribunal révolutionnaire, affirme son déplaisir de voir ses collègues héritiers des procédures des magistrats de l'Ancien Régime : « *Et c'en étaient : Herman avait exercé les fonctions d'avocat général au conseil d'Artois ; Fouquier était un ancien procureur au Châtelet. Ils avaient gardé leur caractère. Mais Évariste Gamelin croyait à la palingénésie révolutionnaire.* » Palingénésie révolutionnaire, tout est dit ! Il renvoie à cette volonté de régénération forcenée pour faire naître une autre humanité. Et dans cette dynamique, tout est possible, y compris la Terreur.

En lisant *Les dieux ont soif* – comprenez de sang –, j'ai eu le sentiment qu'Anatole France avait intériorisé par avance toute la science réfléchie d'un François Furet. Il est vrai que l'écrivain connaît la Révolution comme de l'intérieur, comme s'il y avait lui-même participé, du moins comme témoin direct. Il s'est aperçu que la dénonciation continue des tyrans et du fanatisme était d'autant plus hallucinante que les intéressés étaient eux-mêmes les pires tyrans et les pires fanatiques. C'est comme si l'obscurantisme s'était emparé de l'esprit des Lumières. Aussi l'obsession du complot, qui motive l'envoi systématique à la guillotine, est perçue à la manière d'un Furet sous le mode d'un délire.

Sous le mode romanesque, Anatole France opère presque

mieux que l'historien. Il fait revivre, comme si nous y assistions nous-mêmes, les séances surchauffées du tribunal révolutionnaire : « *Ils jugeaient dans la fièvre et dans la somnolence que leur donnait l'excès de travail, sous les excitations du dehors et les ordres du souverain, sous les menaces des sans-culottes et des tricoteuses pressés dans les tribunes et dans l'enceinte publique, d'après les témoignages forcenés, sur des réquisitoires frénétiques, dans un air empesté, qui appesantissait les cerveaux, faisait bourdonner les oreilles et battre les tempes et mettait un voile de sang sur les yeux.* » Et pourtant, ces juges impitoyables étaient au point de départ dépourvus de hargne : « *Enfin, c'étaient des hommes, ni pires ni meilleurs que les autres. L'innocence, le plus souvent, est un bonheur et non pas une vertu : quiconque eût accepté de se mettre à leur place eût agi comme eux et accompli d'une âme médiocre ces tâches épouvantables.* »

Ce faisant, comme l'a compris Bainville, France ne se montre nullement contre-révolutionnaire, partisan de l'ordre ancien. L'anticléricale, et même l'antichrétien qu'il n'a cessé d'être, ne souhaite pas que l'Église continue à procéder au « *gouvernement des âmes* ». Et s'il dresse le portrait, nullement antipathique, d'un religieux, le Père Longuemare, barnabite, l'apologétique de l'intéressé n'est pas particulièrement convaincante. Au contraire, il semble se reconnaître dans le citoyen Brotteaux, fervent lecteur de Lucrèce, athée convaincu, mais dont le solide bon sens ne cesse de défier le délire du moment. Et selon ses prédictions, le gouvernement de la Terreur sera renversé sous le poids de ses crimes. Crimes auxquels s'associent des bouffonneries, celles qu'un Shakespeare introduisait dans les scènes les plus tragiques de son théâtre.

Le roman se termine donc sur la chute de Robespierre et la condamnation de son principal personnage, Évariste Gamelin, qui s'accuse encore de faiblesse : « *Il est juste que nous recevions ses outrages jetés à la République et dont nous avons dû la défendre. Nous avons été faibles, nous nous sommes rendus coupables d'indulgence.* » On retiendra, en tout cas, de ce vrai chef-d'œuvre une leçon de lucidité. Il y a très longtemps que j'avais lu d'autres livres d'Anatole France comme les quatre volumes de son *Histoire contemporaine* et son roman d'amour *Le lys rouge*. Ma découverte de *Les dieux ont soif* est toute récente, et je regrette de ne pas avoir suivi le conseil de Gabriel Matzneff qui lui attribuait, il y a longtemps, un très haut prix.

Mais je m'interroge sur l'actualité d'une telle rétrospective de la Révolution. Il est certain que les totalitarismes du XX^e siècle ne sont pas sans relation avec cette dérive sanglante qui inaugure une part essentielle de la modernité. Mais on peut trouver aussi d'étranges prolongements dans un certain climat, défini comme wokiste. C'est toute une vision d'une humanité déconstruite qui s'affirme, dans l'attente d'une transformation de l'espèce. L'obsession de la transidentité, d'une humanité augmentée, s'associe à toute une novlangue que partage tout un public bobo, se réclamant de personnages publics, présents jusqu'à l'Assemblée. Nous n'en sommes plus au tribunal qui envoie à la guillotine, mais nous vivons un nouveau délire qui pourrait nous coûter très cher. ■

► Anatole France, *Les dieux ont soif*, Le Livre de Poche. Avec une excellente présentation de Pierre Citti.



Camille Emmanuel.

SOURCE: WIKIPEDIA. PHOTO: FRIMOUSSE ROCHE.

Roman

La vie secrète des jeunes adultes

par André Pierre.

Prof ou CPE, dans le privé ou le public, la vie des jeunes adultes composant aujourd'hui les « communautés éducatives » ont bien changé. Exemple avec deux récents romans, tous deux hilarants : *Cucul* et *Shit!*

Marie Couston, trente-deux ans, est prof remplaçante, donc travailleuse précaire, dans un lycée catholique de la Ville Lumière. Elle enseigne le français. Comme des milliers de jeunes femmes célibataires diplômées du supérieur, elle galère pour joindre les deux bouts et garder son logement dans Paris intra muros, « un deux-pièces qui sent l'agneau frit » car situé au-dessus d'un kebab.

Marie aurait encore pu galérer longtemps si elle n'avait saisi l'opportunité d'écrire, le soir et les fins de semaine, des « romances » érotiques sous pseudo, cela pour le compte d'une maison d'édition – une activité qui lui permet de bien arrondir les fins de mois.

Formée, de par ses études, à analyser et aimer la Littérature avec un grand L, Marie n'avait pas le profil pour devenir un auteur du catalogue des éditions Harlequin. Elle avait encore moins vocation à prendre la relève de Barbara Cartland, écrivaine britannique anoblie en 1991 par la reine Elisabeth II – avec laquelle elle partageait visiblement une passion pour la couleur rose. Néanmoins, curieuse, Marie a lu, à leur parution, les « trois tomes » de *Cinquante nuances de Grey*, qu'elle n'a pas trouvés nuls. Aussi, plutôt ouverte à

l'idée de « se laisser embarquer dans une histoire » et d'« oublier un peu la vraie vie », il n'a pas fallu argumenter beaucoup pour la convaincre d'inventer des histoires d'amour agrémentées de pratiques sexuelles demeurées inconnues des lectrices de traditionnels romans à l'eau de rose. Et c'est ainsi que la *New Romance*, qui a pour objet de raconter une histoire d'amour contemporaine avec une fin heureuse et des scènes de sexe explicites, est entrée dans sa vie.

La gagnant désormais sans trop la perdre, Marie aurait pu continuer encore un bon moment à être prof dans un établissement bien comme il faut le jour et romancière délurée la nuit. Malheureusement, les responsables commerciaux de sa maison d'édition ont cru détecter chez les lectrices, et surtout chez les jeunes filles d'aujourd'hui, une appétence pour un certain type de récits. Lesquels? Ceux faisant une large place à la domination masculine, à la violence psychologique et physique exercée par un homme « torturé » sur une oie blanche qui finit inmanquablement par tomber amoureuse de son bourreau après avoir identifié les causes de sa noirceur. Des histoires de viols, de rapports sexuels non consentis,

claques dans la gueule le cas échéant, mais finalement « oubliés-pardonnés » par la victime qui les subit parce qu'elle finit en couple avec le salaud qui les lui a infligés. Ce qu'on appelle la *dark romance*.

Lorsque sa référente lui demande d'en écrire, Marie tombe de sa chaise : « On avait franchi une étape. On ne me demandait pas seulement d'écrire des fictions érotiques de base, des histoires de mâle alpha sexy, de menottes en fourrure, et de position du missionnaire dans des jets privés. Là, je devais rendre glamour la violence conjugale et les violences sexuelles. Je devais rendre irrésistible un prédateur. » Écœurée, elle georgebushise le héros plein aux as du roman qu'elle était en train d'écrire – il meurt étouffé en avalant de travers un roulé-saucisse dans un cocktail mondain où il dragouillait. Problème : au lieu de rester lettre morte, cet être de fiction devient réalité le lendemain et, totalement inadapté à notre monde, commence à lui causer pas mal de soucis.

Cucul, le roman de la scénariste et journaliste Camille Emmanuelle, c'est le moins que l'on puisse dire, sort des sentiers battus. Avec humour, il dépeint les relations entre femmes et hommes telles qu'elles sont en train de changer depuis quelques années, au moins depuis l'affaire Harvey Weinstein, et les phénomènes #MeToo et #balancetonporc qui l'ont suivie. Avec élégance, il suggère l'existence de dominations qui, si elles ne sont pas sous le feu des projecteurs, s'exercent au quotidien, et pas seulement entre femmes et hommes. Avec une écriture parfois vitaminée, voire crue,

il dit aussi le ras-le-bol de nombreuses femmes actuelles face aux injonctions à être « belles » et « désirables », en vertu d'une prétendue « libération sexuelle » qui a surtout profité aux hommes. Et c'est vrai, pour peu qu'on y songe, « pendant qu'on [perd son] temps et [son] argent à se faire épiler le sillon interfessier [pour faire plaisir à un homme], on ne [fait] pas la révolution ».

Thibault redevient célibataire quand il découvre que sa compagne le trompe avec un « performeur » belge. Pour tenter de tourner la page, il devient conseiller principal d'éducation (CPE) dans un établissement de la commune de Planoise, à proximité de Besançon. Dans une cité qui n'a rien à envier aux quartiers nord de Marseille et dans laquelle il décide de vivre.

Problème : juste en face de son appartement, se trouve un « four », une zone de *deal* tenue par des trafiquants albanais. Quand ces derniers se font descendre, sa voisine et lui récupèrent leur came. Songeant à ce qu'ils pourraient faire avec l'argent rapporté par la vente de cette drogue, ils prennent une décision qui change la vie du quartier et... la leur.

Avec *Shit!*, Jacky Schwartzmann marche dans les pas de son modèle, le romancier Laurent Chalumeau, auteur, entre autres choses, du poilant *Kif* (Grasset, 2014). Drôle et instructif. ■

A. P.

► **Cucul**, par Camille Emmanuelle, Seuil, Verso, octobre 2024.

► **Shit !** par Jacky Schwartzmann, Le Livre de poche, mars 2024.

Roman

Agonie d'un monde

À travers une fresque minutieuse de la société alexandrine à la veille de l'exil des Européens après la crise de Suez en 1956, Alaa El Aswany décrit l'implacable machine totalitaire mise en place par Nasser.



En 2020, l'écrivain égyptien Alaa El Aswany avait rédigé un essai sur la dictature et ses ressorts dans lequel il ne faisait guère de différence entre ces systèmes politiques et les systèmes totalitaires. Cette thèse est discutable en soi : cet essai présentait cependant les mécanismes politiques qui permettent l'établissement d'une dictature, son ancrage dans la société et sa chute éventuelle. Il insistait notamment sur les ressorts socio-psychologiques à l'œuvre aussi bien chez les tyrans que chez leurs supplétifs et dans la population. Une ap-

proche où la sociopsychologie tenait donc une place importante (1).

Dans son dernier roman, *Au soir d'Alexandrie*, l'auteur passe en quelque sorte aux travaux pratiques en décrivant l'agonie voulue par Nasser de l'Égypte cosmopolite, particulièrement après la crise de Suez de 1956. Qu'on ne se méprenne pas : l'auteur n'est pas un nostalgique du roi Farouk. Il suffit pour s'en convaincre de lire ses précédents romans notamment *Automobile club d'Égypte* (2) et sa dénonciation de la morgue du colonisateur britannique au soir de sa domination en Égypte. En fait, il règle ses comptes avec Nasser et indirectement avec ceux qui l'ont tant adulé, à gauche notamment, vantant à l'envi les réalisations sociales ou économiques du tyran, oubliant la censure, la répression politique, l'endoctrinement aveugle et surtout la corruption qui rend impossibles durablement tout progrès social et toute justice.

Il décrit avec soin les mécanismes qui vont broyer un petit groupe d'amis, tous Égyptiens de cœur et de naissance, mais pour certains d'origine grecque ou française, et pousser un certain nombre d'entre eux à l'exil. On trouve un avocat fils d'un dirigeant éminent du Wafd (3) et son épouse, une librairie française amoureuse de l'Égypte et d'Alexandrie, une jeune propriétaire de restaurant d'origine grecque et son gérant d'origine italienne, un peintre fauché qui ne se connaît comme patries qu'Alexandrie et l'Art, un entrepreneur paternaliste arménien, fils d'un survivant du génocide de 1915 en Anatolie, amoureux du chocolat sous toutes ses formes et qui devient le premier producteur de chocolat blanc en Égypte.

Tous ces gens se retrouvent tous les soirs au Caucus, le premier étage du restaurant précité, où ils boivent d'abondance, exposent leurs rêves et leurs désillusions, pour eux-mêmes et pour l'Égypte. Ils s'engueulent aussi parfois même si cela relève d'un jeu largement ritualisé. Autour de ce noyau, gravitent d'autres personnages comme un officier du renseignement dont on ne sait pas de quel côté il penche, une vieille maîtresse pathétique et superbe, un jeune voyou au couteau facile mais bien plus moral que les gens bien, et sa compagne une danseuse orientale, sans oublier un jeune comptable, militant de l'Union socialiste et plein d'illusion, ou encore un cadre local de ce même parti, le prototype de l'arriviste sans envergure. Plus quelques flics ignobles, une bonne sœur lâche et une foule si facile à manipuler. Chaque roman d'Alaa El Aswany est une fresque. L'auteur décrit avec minutie comment les habitués du Caucus sont méthodiquement écrasés par une machine totalitaire dont ils deviennent les boucs émissaires. Tout y passe, chantage, dénonciations mensongères, procès truqués, violence tant psychologique que physique, foules manipulées. La machine vous broie jusqu'à ce qu'il n'y ait pas d'autre recours que le désespoir et l'exil. Dans ce tsunami de haine, quelques per-

sonnages lumineux émergent et permettent de ne pas désespérer de l'humanité. Et il y a l'amour de l'auteur pour Alexandrie. Les écrits d'Alaa El Aswany sont interdits en Égypte. On comprend pourquoi. ■

MARC SÉVRIEN.

(1). Alaa El Aswany, *Le Syndrome de la dictature*, Actes Sud, 2020.

(2). Actes Sud, 2014. Cf. *Royaliste* n° 1056, 10-23 mai 2014, p. 10.

(3). Parti nationaliste tenant d'une monarchie parlementaire durant l'entre-deux-guerres et hostile aux Britanniques.

► **Au soir d'Alexandrie**, par Alaa El Aswany Actes Sud, septembre 2024.

Romans policiers bretons

Romantou polis

Lorsqu'il s'y trouve, le visiteur venu de l'Est ou du Sud peut se sentir comme chez lui en Bretagne, surtout s'il est fêru de littérature policière. Dès la Maison de la presse de Guérande, les romans policiers d'auteurs du cru, en évidence, s'offrent à lui. Ils parlent évidemment de meurtres et de flics. Ils parlent surtout de la Bretagne, de ses habitants, de leur singularité.

S'il pousse jusqu'à Vannes, dans le golfe du Morbihan, et qu'il entre dans la librairie bretonne Lenn Ha Dilenn de la rue des Chanoines, il n'en finira pas de découvrir des *terrae incognitae*. *Idem* s'il se rend à Lorient, où l'attend, au 60, rue du Port, la librairie Coop Breizh. Dans l'une comme dans l'autre, ce sont des dizaines de titres qu'il trouve à sa disposition. Et pour peu qu'il en acquière trois ou quatre pour goûter, et ne résiste pas à la tentation de les lire une fois rentré à son hôtel – il pleut souvent en Bretagne... –, il se rendra vite compte que ce qui vaut pour les boîtes de nuit – « deux salles, deux ambiances » – vaut aussi pour le policier breton : deux romans, deux ambiances. En effet, rien de commun entre *Du sang sur les bonnets rouges* d'Hervé Le Bévillon (Yoran Embanner, 2014), plongée au sein des mouvements indépendantistes bretons et la barbouzerie, et *Les disparus de la Mor-Bihan* de Loïc Courtois (edevcom-ed, 2022), une enquête grandguignolesque d'une sorte de commissaire San-Antonio breton, l'inspecteur Fred. Rien de commun, sinon cette Bretagne décrite par le menu, qu'on finit inmanquablement par aimer, qu'il pleuve, qu'il pleuve ou qu'il pleuve.

La Bretagne, c'est encore le personnage récurrent des romans publiés par les éditions du Palémon (<https://palemon.fr/>), qui ne se proclament pas indûment « éditeur de référence pour le polar breton ». Qu'on lise l'excellent *Le testament de Quiberon* d'Hervé Huguen (2023) ou *Ici finit la terre* de Gérard Chevalier (2024), elle est là, en toile de fond. Et donne aux enquêtes une saveur particulièrement... salée.

A. P.



SOURCE : FRANCE PRESSE

Le capitaine de corvette Jacquelin de la Porte des Vaux.

Des royalistes contre les nazis (70)

Jacquelin de la Porte des Vaux

par François-Marin Fleutot.

La résistance des royalistes se manifesta aussi sur la mer. Le capitaine de corvette de la Porte des Vaux se conduisit en véritable corsaire du roi, de Dunkerque jusqu'à La Rochelle.

Jacquelin est né, à Paris, le 6 janvier 1910, dans la famille du banquier André de la Porte des Vaux (1881-1941) et de Marguerite Vidal (1880-1962). Chaque été, le jeune garçon passe ses vacances dans son Poitou ancestral, près de Poitiers, à côté de la propriété du marquis Marie de Roux (1878-1943), l'avocat-historien de l'Action française. Il restera en relation avec son fils Philippe (1910-1947) qu'il retrouvera dans la marine.

En 14, André de la Porte des Vaux est appelé. Engagé comme brancardier, au 226^e régiment d'infanterie, il finit la guerre lieutenant, chevalier de la Légion d'honneur, porteur de la médaille militaire et de la croix de guerre. Après la « Grande Boucherie », la famille s'installe à Tunis où le père reprend le journal *La Tunisie française*. Mais le malheur s'abat sur la famille. La jeune sœur de Jacquelin, Huguette (1911-1919), décède de la tuberculose. Sa mère, « morte de chagrin », décide de rentrer à Paris avec son garçon, laissant son mari à ses aventures tunisiennes. Jacquelin se décrit lui-même comme : « un enfant assez excité, un peu original et légèrement enclin à l'excentricité... » Il fait ses études chez les jésuites de Franklin, en sort avec un baccalauréat de sciences. Il échoue au concours d'entrée de Polytechnique mais est reçu à l'École navale. Il y retrouve des anciens de Franklin dont Charles de Lévis-Mirepoix (1912-1987) qui deviendra attaché

au cabinet de Charles de Gaulle (1943). Jacquelin, royaliste, se rapproche de l'AF qu'il quitte après la condamnation et sa rencontre avec Georges Bernanos.

« Un pistolet d'un côté, un sabre de l'autre, le pantalon relevé à mi-hauteur, façon corsaire, le chevalier de la Porte des Vaux avait pour usage de haranguer ses équipages en alexandrins. »

Sébastien Lapaque.

En 1929, l'élève-officier part pour Brest et pendant 10 mois il fait le grand tour sur le croiseur *Jeanne d'Arc*. Puis l'enseigne de vaisseau de deuxième classe sert sur différents torpilleurs. En juillet 1932, il est affecté à Toulon. Pendant l'hiver il rencontre donc Georges Bernanos au café de la rade. Époque où l'écrivain vient de publier *La Grande Peur des bien-pensants* (1931) et où il se fâche avec Maurras. Le marin reprend la mer. Papa Georges, comme l'appelle Jacquelin, part vers l'Espagne à Palma de Majorque (voir *Royaliste* n° 1286). L'enseigne de vaisseau de première classe est nommé en Tunisie où il rencontre Maud-Hellen Waddington (apparentée aux Churchill) qu'il épouse en 1933. Elle lui donnera trois enfants.

En juillet 1936, l'Espagne sombre dans la guerre civile. Les événements déstabilisent la Méditerranée. La République

française envoie le torpilleur *Le Mars* sur les côtes de Majorque, dont l'officier de manœuvre est Jacquelin. Il retrouve son « père spirituel ». L'écrivain est menacé par les factieux. L'officier fait pointer ses canons sur l'amirauté et annonce que, s'il arrive quoi que ce soit à Georges Bernanos, il raser le bâtiment... Papa Georges rentre tranquillement en France.

Mai 1940 trouve notre marin, qui vient d'être nommé lieutenant de vaisseau, dans la poche de Dunkerque où son navire, le contre-torpilleur *Le Jaguar*, s'échoue à Malo-les-Bains. Il participe, à terre, à la défense de Dunkerque. Évacué à bord de *L'Émile-Deschamps*, pour la deuxième fois, il fait naufrage. Considéré comme mort, le 5 juin 1940, il est fait chevalier de la Légion d'honneur à titre posthume.

Seulement gravement blessé, soigné en Angleterre, il entend l'Appel du 18 juin. Immédiatement il donne au général de Gaulle son adhésion à la France combattante. Il est sous les ordres d'un autre royaliste, le capitaine de frégate Thierry d'Argenlieu, que Jacquelin appelle « le Révérend père Frégate » mais aussi le « Carme naval ». Il est nommé capitaine d'un aviso, le *Commandant Dominé* (1), des Forces navales françaises libres (FNFL).

Le commandant de la Porte des Vaux participe directement aux aventures de la France libre ; à Dakar où il refuse de tirer sur les matelots français et fait sonner au clairon le cessez-le-feu ; à Douala avec le colonel (futur maréchal) Leclerc – qui n'a jamais apprécié les facéties du marin – ; à Libreville et Port-Gentil pour la prise du Gabon, etc.

C'est l'époque où l'on apprend la rencontre Hitler-Pétain à Montoire-sur-le-Loir. Le commandant du *Dominé* se décide à écrire au chef de l'État : « Hitler a ses idées... Mais moi Jacquelin de la Porte des Vaux, je n'admettrais jamais que vous Maréchal de France puissiez les partager. L'hérédité des gloires passées se révolte dans mon sang... et le cri de mes ancêtres chouans hurle à la mort... » Le 8 juillet 1942, Vichy le dégrade, lui confisque ses biens et le condamne aux travaux forcés pour désertion et trahison.

Jacquelin est un excellent marin. Pacha dur avec ses hommes en mer et pendant les engagements, il devient, dès qu'il est à terre, un fêtard et un bambocheur qui fait le « pitre » avec ses matelots. Les fonctionnaires de la France libre n'apprécient pas trop l'énergumène et lui reprochent ses comptes rendus, bien rédigés, mais pas dans leurs normes. Le 4 novembre 1941, le commandement des FNFL lui retire la direction du *Dominé*. Fait capitaine de corvette, il dirige alors la 20^e flottille de *Motor Launches* en Atlantique.

En mai 1943 il fait un stage parachutiste. En Algérie il participe aux commandos de choc. Puis la Marine le reprend parmi les siens. En septembre 1944, le lieutenant-parachutiste, capitaine de

corvette Jacquelin de la Porte des Vaux retrouve le sol de France et participe aux derniers combats dans la poche de La Rochelle.

Lorsqu'il décède d'un cancer le 29 juin 1949, « sa légende devint telle que, dans la salle commune où il avait exigé d'être installé parmi les hommes, ceux-ci, lorsque le traditionnel paravent fut mis devant le lit, se levèrent tous et se mirent au garde-à-vous au pied du lit ». ■

(1). Les avisos datent de la marine à voile. Ce sont de petits navires de protection et de liaison. Le *Commandant Dominé* est un aviso de la classe Élan lancé le 2 mai 1939 par la marine française. Entré en service en avril 1940, capturé par les Britanniques le 3 juillet, il est restitué aux Forces navales françaises libres. Après Jacquelin, son commandant fut Claude Burin des Rozières (1910-1973).

Bibliographie

- **Éric Brothé**, *Un chevalier de la France libre*, éd. L'Harmattan, 2017.
- **Amiral Thierry d'Argenlieu**, *Souvenirs de guerre*, éd. Plon, 1973.

Brèves royales

■ **13 octobre. Adré (Tchad).** – Visite de la duchesse d'Édimbourg, épouse du frère cadet du roi Charles III, au camp de réfugiés soudanais d'Adré (230 000 personnes), survivants des massacres survenus dans la ville frontalière d'El-Geneina, capitale du Darfour occidental, estimés à 15 000 victimes. La presse britannique relève que la duchesse, par ailleurs très affectée par les récits des sévices subis par les femmes, se trouvait à moins de dix miles d'une zone de combat.

■ **21-22 octobre. Berlin.** – Visite d'État des souverains danois. Le dîner d'État au château de Bellevue, résidence du président allemand, a réuni autour d'eux les princes et princesses héritiers et héritières des trônes suédois et norvégien, les présidents et présidentes de Finlande et d'Islande, à l'occasion du 25^e anniversaire de la maison nordique, les cinq pays ayant construit leurs ambassades à Berlin sur un terrain commun. Le roi Frédéric X et son



Le roi et la reine du Danemark lors de leur récente visite d'État en Allemagne.

épouse, dont c'était la troisième visite d'État depuis leur avènement, les deux premiers effectués en Suède et en Norvège, ont poursuivi leur voyage par le land du Schleswig-Holstein, relevant de la couronne de Danemark entre 1804 et 1864, annexé par la Prusse en 1866 avant que sa partie nord ne repasse au Danemark après un référendum en 1920.

Le roi du Danemark a ainsi pu se rendre à Glücksbourg dont le dynaste hérita de la couronne danoise en 1863 sous le nom de Christian IX jusqu'à sa mère, la reine émérite Margrethe II. Les familles royales grecque et norvégienne, ainsi que le roi Charles III par son père, s'inscrivent dans la généalogie de cette maison.

On relèvera que le président allemand, Franz Steinmeier, via la maison Saxe-Cobourg-Gotha et celle du Schleswig-Holstein-Oldenbourg-Glücksbourg, mène une intelligente forme de diplomatie royale, reliée aux trois monarchies du Benelux il y a peu, et cette fois aux trois monarchies scandinaves, sans compter la première visite d'État effectuée par le roi Charles III en 2023.

SOURCE: FAMILLE ROYALE DU DANEMARK.

■ **25-26 octobre. Apia (Samoa).** – Présidence du sommet du Commonwealth par le roi Charles III. Dans son premier discours en tant que « Tête du Commonwealth », le roi a éludé la question montante des « réparations » pour le passé esclavagiste – qui fut néanmoins inscrite dans la déclaration finale – mais il a appelé à « tirer les leçons de l'histoire et à trouver des voies créatives pour redresser les inégalités qui perdurent ». Il a invité à trouver « le langage approprié pour traiter des problèmes qui ont leurs racines dans le passé » et à se garder d'un « discours de division ».

La baronne Patricia Scotland, de la Barbade, a cédé la place de secrétaire général à Shirley Ayorkor Botchway, ministre des Affaires étrangères du Ghana. Elle était la seule femme en lice face à deux hommes de Gambie et du Lesotho.

MARIE-JO YORK.

Nouvelle Action royaliste

■ **Investissez dans Royaliste !** – La nouvelle formule du journal semble séduire nos lecteurs et certains nous demandent comment nous aider à franchir de nouvelles étapes. C'est simple, en contribuant à notre souscription, car les améliorations et les campagnes de prospection coûtent de l'argent avant d'en rapporter. Pour souscrire, il suffit de nous adresser un chèque à l'ordre de « NAR », en précisant « pour la souscription ». Il est aussi possible de souscrire en ligne sur notre site <http://nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation> ou par virement direct sur le compte de la NAR auprès de la banque postale (IBAN : FR26 2004 1000 0100 1931 4Z02 066 / BIC : PSSTFRPPAR), en précisant « pour la souscription ».

■ **Congrès.** – Le congrès de la NAR se tiendra les 14 et 15 décembre (merci à nos adhérents de réserver ces dates). Pour adhérer à la NAR et participer à la vie du mouvement, adresser une simple demande sur le serveur du journal lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

■ **Mercredis de la NAR.** – Nos lecteurs trouveront dans ce numéro un insert présentant les prochaines conférences-débats, les prochains entretiens ainsi que la liste des Mercredis récemment enregistrés sur notre chaîne YouTube. Rejoignez les 13 000 abonnés de notre chaîne :

<https://www.youtube.com/c/NouvelleActionRoyaliste>

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

Je m'abonne à *Royaliste*

VERSION PAPIER ☐ TROIS MOIS (25 €) ☐ SIX MOIS (40 €)

☐ UN AN (65 €) ☐ UN AN SOUTIEN (135 €)

VERSION PDF ☐ UN AN (45 €) ☐ UN AN SOUTIEN (55 €)

☐ Je paye par chèque ou virement bancaire à l'ordre de **Spfc-Acip**.

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : ... Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre chèque ou virement à

Spfc-Acip, 60 rue de Fontenay 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

Iban FR76 3 000 4 001 8 700 0102 0632 510 BIC BNPAFRPPXXX

Les informations sont destinées à *Royaliste*. Elles sont enregistrées dans notre fichier à des fins de traitement de votre abonnement. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements ainsi qu'au sort des données après la mort. Pour cela écrire à l'adresse du journal, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité.

Royaliste

Directeur politique :
Bertrand Renouvin

Directeur de la publication :
Yvan Aumont

Rédaction : Bloc C – B.A.L 13
36-38, rue Sibuet, 75012 Paris

lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

ISSN 0151-5772

Publié par la NAR
Siret : 897 894 127 00017

Édité par Spfc-Acip
Siret : 418 382 149 00015

Dépôt légal à publication - CPPAP n° 0425 D 84



Par Bertrand Renouvin

Ce qui résiste

Nicolas Baverez, l'éminente plume du *Figaro*, nous menace d'une mise sous tutelle internationale faute d'austérité suffisante. Bruno Retailleau nous menace d'une « *mexicanisation* », si nous ne nous mobilisons pas contre les narco-trafiquants. Avec ces gens-là, l'autorité se réduit toujours à une panoplie de menaces assorties de sanctions qui tombent du ciel (financier) ou qui montent des bas-fonds. Ces donneurs de leçons fustigent le goût de la paresse et l'esprit de jouissance de tout un peuple qu'ils humilient alors que la nation continue de s'appuyer sur des points de résistance tenus par d'innombrables citoyens.

A *Royaliste*, nous analysons régulièrement toutes les crises qui nous affectent mais ce n'est pas notre seul horizon. À l'opposé de tout déclinisme, nous ne perdons pas de vue nos capacités, certes méprisées, abîmées, mal employées, mais qui demeurent mobilisables.

L'État continue de jouer son rôle dans la protection et l'organisation de la société. La mobilisation des trois fonctions publiques pendant la crise sanitaire fut exemplaire, de même que les services rendus par de très nombreux fonctionnaires pendant les Jeux olympiques. Face à la pandémie, l'impératif de solidarité nationale s'est imposé comme une évidence. Pour les Jeux, c'est la fierté nationale qui a permis de surmonter les embarras personnels et la fatigue.

La **démocratie parlementaire** est acceptée et défendue par l'ensemble des formations politiques – ce qui n'était pas le cas au siècle dernier – et c'est seulement son mode de fonctionnement qui fait débat.

Les **communes**, de la plus petite à la plus grande, sont les lieux vivants de la démocratie, de l'approche immédiate et concrète des enjeux politiques et, pour les nouveaux venus, de l'intégration progressive à la vie nationale.

Les **syndicats** ont démenti un bon demi-siècle de prévisions pessimistes. Ils constituent la seule force capable de réunir des millions de manifestants dans les rues, la seule force capable de contenir la violence par leur capacité de médiation.

Les **petites entreprises** industrielles, agricoles et commerciales, exposées aux grands prédateurs capitalistes, continuent d'animer les villes et les quartiers et de maintenir un indispensable lien entre les citoyens, surtout les plus isolés.

Les **Français** participent aux grandes évolutions sociales et sociétales, et Jérôme Fourquet a pointé les changements dans les manières de penser et de vivre. Là encore, il faut se garder des

généralisations désabusées. Aussi spectaculaire soit-elle, l'américanisation reste un phénomène de surface. Les Français ne cessent de plébisciter la France, son histoire, ses paysages, ses monuments. En regardant vivre un village des Corbières, un port de pêche breton, une petite ville du centre de la France, on s'aperçoit que les anciennes formes de sociabilité n'ont pas disparu, ou qu'elles se retrouvent à l'occasion des vacances. Au fil des conversations, on observe depuis vingt ans un vif regret de la grandeur française et surtout une volonté de comprendre tout à la fois les causes des crises et l'inertie de la classe dirigeante.

Nous l'avons souvent dit : alors que les dirigeants estiment que « *les gens ne comprennent pas* » le monde dans lequel ils vivent, c'est la lucidité d'innombrables citoyens qui est frappante. C'est cette lucidité qui conduit les Gilets jaunes et les syndicats unis contre la réforme des retraites à descendre massivement dans la rue. Elle provient du comportement indécent des élites, pour tout le personnel qui en est témoin. Elle naît et renaît, dans le travail quotidien, d'une expérience cuisante des méthodes du capitalisme et de son mépris du droit social. Malgré les messages d'intimidation qui émanent des « *experts* », malgré l'extrême diversité des sources d'information, elle se conforte par les connaissances acquises en consultant sur Internet les sites d'économie, de philosophie, d'histoire.

Dernier point de résistance, qui nous est familier : la puissance du courant critique, hétérodoxe, qui contraste avec l'extrême faiblesse des mouvements qui prétendent l'organiser.

Est-il besoin de souligner le profond décalage des partis qui ont renoncé depuis des décennies à tout travail de formation politique, et le décalage non moins évident des chaînes de télévision en continu, moins soucieuses d'information que de communication axée sur les rentrées publicitaires ? La classe dirigeante vit quant à elle dans la totale méconnaissance du pays qu'elle prétend gérer selon les indications que lui donnent les statistiques et les sondages qu'elle a sélectionnés. Avec de grands mots et des formules préfabriquées, elle projette sur la société française sa propre impuissance que les mesures de restriction budgétaire vont accroître.

Le budget de la nation devrait avoir pour objectif le renforcement de tous les points de résistance, assorti de l'élimination des organismes et des pratiques qui contredisent cet objectif. Mais, pour réaliser cette œuvre salutaire, il faudrait penser, avec de Gaulle, que le capitalisme est une « *infirmiété morale* ». ■

Sommaire

- Page 2 Voyage au pays des Shadoks.
- Page 3 Souveraineté sanitaire (suite). – Sur le mur de Jean Chouan.
- Page 4 Riffi au PS. – La politique au crible.
- Page 5 Trains de nuits ou trains à éclipses.
- Page 6 Précarisation en vue. – La quinzaine sociale.
- Page 7 Le Nil rouge.
- Page 8 Complexité belge.
- Page 9 Kemi Badenoch. – Les Faits marquants.
- Pages 10-11 Les mésaventures de la démocratie.
- Page 12 La nébuleuse écologique (II).



- Page 13 Les fonds souverains. – Nos campagnes à la loupe.
- Page 14 Si la France avait été une monarchie en 1939.
- Page 15 Les Idées : Les dieux ont soif.
- Pages 16-17 La vie secrète des jeunes adultes. – Romans : *Agonie d'un monde*, *Romantouï polis*.
- Page 18 Résistance royaliste : Jacquelin de la Porte des Vaux.
- Page 19 Brèves royales. – Nouvelle Action royaliste.
- Page 20 Éditorial : Ce qui résiste.